

RELEASE

Des pionniers témoignent

Aux racines de la prévention
des toxicomanies et de l'exclusion sociale
en pays de Fribourg

Kathya Currat, Stéphanie Buchs,
Jean Retschitzki // Septembre 2014





Préface

JOSEPH COQUOZ

L'histoire d'une institution est-elle une histoire dont on rend compte ou que l'on raconte? Les deux versions sont évidemment possibles. La différence entre elles réside généralement dans le fait que la première catégorie d'histoire est écrite par des historiens dont on attend qu'ils fassent preuve d'objectivité, ce qui leur impose un minimum de distance avec l'objet, alors que la seconde est le récit des personnes qui ont contribué à cette histoire et qui la relatent de l'intérieur; à partir de leur expérience vécue, de leurs souvenirs et des traces qu'elles en ont gardées.

En choisissant de recueillir les témoignages des personnes qui ont œuvré au Release, les responsables de cette publication l'ont orientée résolument vers la seconde catégorie et la placent dans le registre de la commémoration. Ce choix a l'avantage de livrer des informations qui seraient difficilement accessibles à une recherche historique qui travaillerait sur les seules sources écrites, et de lier des événements biographiques à l'histoire institutionnelle, ce qui contribue à en éclairer certains contours. Ces informations reposent en revanche sur les souvenirs des personnes dont on sait qu'ils sont caractérisés avant tout par l'oubli et la sélection. La mémoire, faillible, tend à travestir et à occulter certains pans de l'histoire. On peut donc espérer que cette publication commémorative incite un jour le lancement d'une recherche sur le Release comme objet d'étude historique pour en apporter la version complémentaire.

Car l'histoire du Release, et en particulier le moment de sa création en 1972, est un épisode intéressant dans l'histoire du travail social à Fribourg. Elle conjugue à la fois la quête d'une forme alternative d'intervention sociale qui ne soit pas assujettie aux intérêts de la bourgeoisie et l'exploration des moyens adéquats pour aborder un problème nouveau, celui de la toxicomanie dans le canton de Fribourg. Les hommes et les femmes qui ont œuvré dans les premières années du Release étaient habités par l'idéal de transformation de la société qui animait la jeunesse de gauche de cette époque et ils étaient préoccupés par les questions fondamentales qui étaient posées au travail social dont la dimension de contrôle social faisait l'objet de dénonciations. En cela les dénominations mêmes du Centre de Fribourg (Release) et de la communauté d'Orsonnens (Radeau) reflétaient bien une visée collective de libération des attaches institutionnelles.

Si les problèmes de toxicomanie étaient encore relativement méconnus à Fribourg au début des années 1970, ce n'était pas le cas dans les grandes villes de Suisse où leur prise en charge faisait l'objet de controverses. En Suisse romande, l'expérience du Levant à Lausanne était une des sources d'inspiration, comme celles des Drop-In. Mais le changement d'orientation thérapeutique proposé par le directeur du Levant, qui prônait des modalités de traitement inspirées



de la psychologie comportementaliste, a généré un conflit avec une partie de son équipe qui avait fait grand bruit. Les membres dissidents de cette équipe, avec lesquels le Release se sentait solidaire, avaient rendu compte du conflit dans un ouvrage qui était devenu une référence pour les tenants d'un accompagnement des toxicomanes sans visée normative .

Ces débats portaient sur des questions de choix de prise en charge, mais ils dénotaient aussi une certaine ambivalence à l'égard des produits psychotropes. Car la pratique de consommation de ces substances illicites était illustrée alors par deux figures opposées. Il y avait d'un côté la face tragique, incarnée par Janis Joplin, cette jeune chanteuse américaine de 27 ans morte d'une surdose d'héroïne en 1970, qui incitait les pouvoirs publics à promouvoir des politiques répressives contre un phénomène comportant de graves dangers pour la santé de la jeunesse; et de l'autre côté, il y avait la face libertaire et psychédélique représentée par Timothy Leary, psychologue et professeur universitaire californien, qui prônait la consommation des psychotropes pour l'accroissement de l'état de conscience et pour leurs effets permettant de se démarquer des normes sociales vécues comme oppressantes.

Les débuts du Release ont été marqués par une volonté farouche de refuser toute forme de contrôle social dans l'abord des jeunes en difficulté et par le souhait de parvenir à éviter toute dépendance à l'égard d'une subvention de l'Etat. Cette autonomie avait pour prix d'exiger une pratique quasi bénévole et parfois plus militante que professionnelle. Au Release, on n'était ni éducateur, ni assistant social mais «permanent». Cette appellation distinguait ainsi celles et ceux qui assuraient les permanences, de toutes les autres personnes qui étaient de passage au Centre de Fribourg, ou pour un séjour plus ou moins long dans la communauté d'Orsonnens. Les jeunes ayant des problèmes de toxicomanie partageaient la vie commune des familles des permanents à Orsonnens et ils étaient souvent hébergés au domicile des permanents à Fribourg.

Seules de solides convictions et la certitude d'œuvrer dans le sens de l'Histoire permettaient aux permanents de durer car la maigreur des ressources imposait son lot de précarité. Mais le prix à payer était aussi la fragilité de l'institution. Il n'est pas étonnant dès lors qu'il ait fallu, à un moment donné, une véritable opération d'institutionnalisation pour assurer la continuité de la prestation auprès des usagères et des usagers. Et il est intéressant que le Release soit devenu REPER dont la consonance évoque la stabilité, et probablement un travail social plus professionnel que militant. Plus de quarante ans après les utopies soixante-huitardes, l'heure est à la gestion des problèmes sociaux plus qu'au rêve de société autogestionnaire. Les perspectives sont moins romantiques, mais elles n'en sont pas moins libératrices.

Joseph Coquoz

Responsable du domaine Travail social,
Haute Ecole Spécialisée de Suisse Occidentale (HES-SO)
Permanent au Release entre décembre 1976 et décembre 1979.

Au début, il y eut la passion de l'être humain dans toute sa complexité, avec ses dépendances et sa souffrance. Des hommes et des femmes se retrouvèrent avec cette même motivation pour construire une association aujourd'hui essentielle dans le tissu social fribourgeois: REPER. Quarante années se sont maintenant écoulées depuis la création de son ancêtre Release, l'occasion de jeter un œil dans le rétroviseur afin de confronter notre action actuelle auprès des jeunes avec ce système de valeurs lancé par des pionniers. Nous vous proposons cette publication comme une forme de retour aux sources. Nous avons souhaité retrouver ces hommes et ces femmes à la base de cette démarche et leur donner la parole.

Cette publication ne se veut pas exhaustive, mais a l'ambition de reposer le cadre dans lequel s'est créé le Release en laissant une grande place au discours de ses fondateurs, de ses piliers et à leur propre subjectivité. Nous n'avons effectivement pas pu donner la parole à toutes les personnes qui ont contribué à son développement, mais nous avons tenté de couvrir la période qui va de sa création au milieu des années 80, avec des témoignages qui refléteront chronologiquement la vie de notre institution. Nous avons mené un travail de recherche dans les archives de l'Etat, dans les cartons de REPER et nous avons fait appel à la mémoire des acteurs concernés. Mais il ne s'agit pas là d'un travail d'historiens. Emmanuel Fridez offre un aspect scientifique à cette publication grâce à sa contribution, une «Genèse abrégée du travail social de rue», extraite de sa thèse de doctorat.

Tout commence au début des années 70, avec un groupe d'étudiants en psychologie, pédagogie curative et médecine de l'Université de Fribourg, grâce à l'aide de la Seraphisches Liebeswerk Solothurn (SLS). Cet organisme de bienfaisance, fondé en 1889 par un capucin de Bavière, comptait une filiale en Suisse basée à Soleure, relayée par une dizaine de petites antennes dans tout le pays. But principal: soutenir les mères célibataires et les enfants en situation de détresse.

Une structure d'accueil «bas seuil»

Le Père Sigfrid Hubert Morger est le responsable de l'antenne fribourgeoise de la SLS de 1972 à 1973. Disposant d'une formation initiale en théologie et étudiant à la Faculté des Lettres de l'Université de Fribourg, il obtient une licence avec pédagogie comme branche principale en 1971, puis il prépare un diplôme en psychologie qu'il obtiendra en 1973. Alors que l'antenne fribourgeoise s'apprête à fermer par manque de travail, il entend parler d'un projet susceptible d'être soutenu par la SLS. En tant que président de la Fachschaft (l'association d'étudiants en psychologie et en pédagogie curative de l'Université de Fribourg), il entre en contact avec un groupe d'étudiants qui souhaite créer une association. Le 1er mars 1972, un groupe de trois étudiants en pédagogie curative et en psychologie présente en effet au Centre Psychosocial de Fribourg un projet de foyer d'accueil pour jeunes drogués. Ce projet nommé «Release» vise à apporter de l'aide à des personnes toxicodépendantes et à mettre en place une structure d'accueil «bas seuil». ●●●



Sigfrid Morger

PREMIER PRÉSIDENT

Comment avez-vous connu l'association Release?

Durant mon séjour à Fribourg, j'ai présidé l'antenne fribourgeoise de la «Seraphisches Liebeswerk Solothurn» (SLS) qui avait pour but de rechercher des familles d'accueil pour le placement d'enfants de mères célibataires. A cette époque, cette antenne était sur le point de fermer faute de travail. C'est alors qu'en tant que président de la Fachschaft des étudiants de la chaire de psychologie et de pédagogie de l'université de Fribourg, j'ai été approché par des étudiants qui m'ont présenté leur projet d'un accueil «bas seuil» pour personnes toxicodépendantes.

Quel rôle avez-vous joué au sein de cette association?

J'ai alors décidé d'adresser une demande d'aide financière au Docteur Spieler et à sa femme, tous deux responsables de la Seraphisches Liebeswerk Solothurn. J'ai négocié avec eux l'utilisation des fonds de l'antenne fribourgeoise de SLS pour l'association Release. Ce montant a permis de financer les salaires des premiers permanents et le loyer du premier local à la rue des Alpes.

J'ai également demandé de l'aide au Conseil d'Etat pour soutenir cette association, ce qui n'a malheureusement pas fonctionné. La SLS m'a toutefois conseillé d'entreprendre des démarches pour trouver des personnes importantes de la région fribourgeoise afin de décrocher des fonds. C'est ainsi que l'évêque auxiliaire M. Bulet et le Docteur Binz ont fondé le premier comité de soutien pour cette jeune association. J'ai présidé le comité de l'Association Release de 1972 à 1973.

Quel est votre souvenir le plus marquant?

L'immense engagement des étudiants et leur enthousiasme. J'ai été surpris toutefois de leur entêtement à ne pas se rendre compte de l'importance d'être formé pour ce type d'accueil. Cependant les chiffres les ont convaincus, les étudiants universitaires n'ont reçu que très peu de jeunes en deux mois. Deux travailleurs sociaux ont finalement été engagés: MM. Moret et Eigenmann. J'ai été impressionné par leur engagement et leur investissement pour le suivi, les conseils et les accompagnements des personnes accueillies. Les deux travailleurs sociaux sont rapidement allés dans la rue. C'est ainsi que la première année de fonctionnement a vu, au fil des mois, une augmentation rapide des personnes soutenues. J'ai moi-même travaillé durant deux permanences! A travers cette expérience j'ai acquis des compétences dans la recherche de fonds et de soutien.

75 ans, capucin,
licencié en pédagogie;
il a enseigné
durant de nombreuses
années. Premier président
de l'association,
il a trouvé l'argent nécessaire
au lancement du Release.

« Grâce aux travailleurs
sociaux, la fréquentation
a grimpé! »

Intéressé par cette idée, le Père Morger dépose une demande de soutien financier auprès de la SLS le 29 mai 1972. Les traces de cette demande ont été retrouvées dans un procès verbal de l'époque. Le Père Sigfrid Morger y indique: «L'aide aux jeunes touchés par la toxicomanie fait certainement partie des buts associatifs de la SLS puisque les statuts prévoient l'aide à la création d'institutions appropriées et le travail social pour la jeunesse.» En octobre 1972, la SLS décide de soutenir le projet fribourgeois à hauteur de 2'000 fr. par mois pendant un an. Ce montant étant destiné à payer le salaire d'un travailleur social et le loyer du premier local à la Rue des Alpes à Fribourg. Cette contribution augmente les années suivantes jusqu'à 3'800 fr. par mois, et ce jusqu'en 1978.

Ursula Schärer

MEMBRE DU GROUPE D'ÉTUDIANTS QUI A LANCÉ LE RELEASE



Psychologue, conseillère en orientation professionnelle à Berne, 61 ans.

D'où est venue cette idée de créer le Release?

On était un groupe d'étudiants qui avaient envie de faire de la pratique. Parmi nous, certains avaient déjà travaillé dans le domaine de la toxicomanie. On était intéressé par le terrain et on voulait aussi faire quelque chose d'indépendant, sans la répression. Le but était de créer un lieu accessible pour pouvoir échanger et offrir un soutien, sans jugement. Les premières rencontres ont eu lieu en 1971. On participait à des réunions au niveau suisse avec d'autres centres dans le même domaine. Anne-Marie Litschgi, étudiante avec des contacts au Speak-out de Zürich, a permis au groupe de bénéficier des expériences zurichoises.

Pourquoi avez-vous choisi ce nom?

Comment les débuts se sont-ils déroulés?

Release, dans le sens de se libérer de la dépendance. Il y avait le Release de Berne, qui n'a pas existé longtemps, mais dont on s'est aussi inspiré. Depuis le début, nous avons collaboré avec le Dr. Descloux, du Centre Psychosocial. Il nous a guidés et soutenus.

Nous avons d'abord fonctionné qu'avec des bénévoles, mais on s'est rendu compte qu'on avait besoin de professionnels pour avoir un meilleur suivi. Et nous pouvions obtenir de l'argent de la ville qu'à condition d'avoir des professionnels. C'est ainsi qu'ont été engagés Pierre-Yves Moret et Hervé Eigenmann. La majorité des utilisateurs étant de langue française, c'était important que ces professionnels soient fribourgeois et romands. Cet engagement a permis d'élargir le travail, pour offrir une vraie alternative à ceux qui voulaient sortir du milieu de la drogue. Personnellement, j'ai surtout été présente les 3-4 premières années, comme volontaire et membre de l'équipe Fribourg.

Quels sont vos souvenirs les plus marquants?

Les premières images qui arrivent dans ma tête sont ces soirées dans le centre, où on recevait des jeunes drogués qui promettaient de tout changer dans leur vie. Leur situation était parfois très difficile, souvent sans travail. Ils connaissaient nos adresses et ils venaient des fois chez nous, après minuit, à la recherche d'un lit. Je me souviens aussi du Pot commun de l'équipe de travail (et conjoints), chacun y mettait tout ce qu'il gagnait. L'un d'entre nous avait même pu ainsi payer sa formation. On rediscutait chaque mois de nos besoins, c'était très marquant comme fonctionnement.

L'association Release s'est constituée le 15 juin 1972 et Sigfrid Morger en est le premier président. La permanence est inaugurée le 12 février 1973 à la rue des Alpes 30 à Fribourg. Le concept repose sur le principe de l'accueil dit «bas seuil», sans inscription, ni dossier, avec une présence prévue chaque soir entre 19h et 23h. Très rapidement, les étudiants se rendent compte de l'importance de professionnaliser un minimum cet accueil et de transmettre le flambeau à des francophones, pour tenir compte de la population concernée. Les deux premiers permanents sont engagés: Pierre-Yves Moret et Hervé Eigenmann. L'équipe est rapidement complétée par Béatrice Dolivo et Ferdinand Python. ●●●

« On pensait qu'on arriverait à liquider le problème de la drogue!

Cette activité au Release m'a permis de supporter mes études. Je n'étais pas quelqu'un qui pouvait juste lire des livres. C'était merveilleux de pouvoir faire quelque chose, et de vivre d'une manière qui corresponde à mes idéaux. On pensait qu'on arriverait à liquider le problème de la drogue en 5 ou 10 ans, grâce à la prévention (par exemple grâce au témoignage d'anciens drogués), ou à une communauté thérapeutique loin de la civilisation, si nécessaire avec un moment de traitement à la méthadone. On était un peu naïf... Après quelques temps, j'ai senti que ce n'était pas un travail que je pourrais faire à long terme. Les drogués font beaucoup de promesses et arrangent après la réalité pour ne pas admettre leurs échecs. Si on en est trop proche, on est tout le temps déçu. Et avec l'arrivée du SIDA, c'était devenu trop négatif pour moi. Cette expérience m'a aussi permis d'apprendre mes limites.





Annemarie Litschgi

LEADER DU GROUPE D'ÉTUDIANTS QUI A LANCÉ LE RELEASE

Psychanalyste freudienne,
65 ans.

« J'ai amené une
expérience de Zurich
à Fribourg!

J'ai simplement amené une
expérience de Zurich à
Fribourg et j'ai pu enthousiasmer d'autres étudiants
pour cette cause. A 20 ans,
nous étions plein d'idéaux
et d'envies de révolutionner
le monde: tout était possible,
tout était réalisable. De
nombreux projets sont nés
à cette époque et perdurent
encore aujourd'hui.



Comment êtes-vous arrivée au Release?

Avant que je commence mes études de psychologie en 1971 à l'Université de Fribourg, j'étais membre active dans l'association «Speak Out» à Zurich. Cette structure était probablement l'un des premiers centres d'accueil pour les toxicomanes en Suisse à cette époque-là. C'était une action immédiate à la présence des drogues illégales sur la place publique et une réponse à la détresse existante des toxicomanes. Je souhaitais essayer de créer quelque chose de semblable à Fribourg, ensemble avec mes amis étudiants, nous nous sommes lancés dans cette aventure.

Quelle était votre tâche au sein de cette association?

Mon but était d'initier à Fribourg un centre d'accueil «bas seuil» pour les toxicomanes, comme sur le modèle de Zurich. Mon intention n'était pas de lancer un travail sur le terrain avec les toxicomanes, car j'avais déjà vécu cette expérience à Zurich, mais je voulais mettre en place une association avec un cadre juridique stable et des locaux adéquats. J'étais active dès le début et pendant les six premiers mois, jusqu'à ce que tout commence à fonctionner.

Quel est votre souvenir le plus marquant?

Avoir réalisé une expérience et une idée en peu de temps, avec plein d'enthousiasme. Et le tout, avec d'autres amis étudiants de l'université de Fribourg. Ce qui reste surtout dans ma tête: nos rencontres où nous étions tous assis sur des coussins dans le premier local à la rue des Alpes et où nous écrivions les statuts de Release.

Etonnamment, cette association est créée grâce au concours d'une oeuvre de bienfaisance religieuse, la Seraphisches Liebeswerk qui couvre l'essentiel du budget durant les premières années. C'est donc sur un terrain catholique, que l'on peut penser à priori conservateur et réfractaire à la démarche de soutien aux drogués en souffrance, que le Release se construit. La tolérance et la charité chrétienne l'emportent. Car certaines valeurs du catholicisme contribuent d'ailleurs depuis de nombreuses années à la prise en charge des plus démunis. Puis, très vite, l'association se tourne vers les pouvoirs publics afin d'obtenir une reconnaissance d'utilité publique et les subventions qui correspondent à ce statut. Mais le chemin sera semé d'embûches.

Dora et Florin Gutweniger

MEMBRES DU GROUPE D'ÉTUDIANTS QUI A LANCÉ LE RELEASE



Comment êtes-vous arrivés au Release?

Nous étions étudiants en psychologie (Dora) et en pédagogie curative (Florin) à l'Université de Fribourg et ensemble avec Annemarie Litschgi (c'est elle qui a eu l'idée de mettre en place un premier centre d'accueil à Fribourg pour les toxicomanes) et d'autres amis universitaires, nous avons participé à la création des statuts. Annemarie a cherché dans son entourage des personnes qui soutenaient son idée et qui étaient prêtes à collaborer. Elle disait qu'il n'existait rien pour les toxicomanes à Fribourg. Nous avons également motivé notre cercle d'amis pour participer à ce projet. Nous n'étions pas très engagés dans la création de l'association, c'était surtout, selon nos souvenirs, Annemarie Litschgi et Ursula Schärer qui étaient actives à ce niveau-là.

Quelle était votre tâche au sein de cette association?

Nous avons participé aux séances de préparation, nous avons contacté des médecins, nous avons aidé à trouver un local et à chercher du mobilier gratuit. Après la fondation du Release, nous avons occasionnellement été présents (seulement au début) à l'accueil de manière bénévole pendant environ deux ans. L'idée était de mettre en place quelque chose et de partir dès que ça fonctionnerait. On n'était pas formé pour cela. Pour tous, il était clair que nous donnions uniquement l'impulsion initiale car nous avions des projets pour retourner dans nos cantons alémaniques d'origine. Lorsque nous sommes partis de Fribourg en 1977, nous savions que le Release continuerait d'exister.

Votre souvenir le plus marquant?

C'était un grand défi de passer une soirée au Release sans avoir de l'expérience avec le public cible. Nous étions très intéressés à y travailler, mais avec respect. Nous ne voulions pas rester seuls à l'accueil. Ce qui était très impressionnant, c'était le défi de la réalisation de cette «entreprise», de ce projet d'accueil pour des marginaux dans une ville quasi étrangère pour nous.

Dora Gutweniger, psychologue, 62 ans et Florin Gutweniger, psychologue scolaire, 64 ans.

« Nous avons donné une impulsion!

Nous croyons qu'il ne serait plus possible aujourd'hui de réaliser aussi facilement un tel projet! C'était pour notre groupe, une aventure passionnante mais pas évidente car il a fallu trouver un lieu de rencontre, l'aménager, réussir à récolter des moyens financiers, trouver les ressources humaines. Ce que nous gardons en mémoire: avoir pu donner une impulsion, «lancer un petit caillou et le faire rouler».



Dans le premier rapport annuel, une constatation frappe: la ville de Fribourg manque de centres de loisirs et les jeunes se retrouvent au bistrot. Le travail de rue, qui va chercher les jeunes là où ils se trouvent, deviendra aussi peu à peu un outil des premiers permanents qui, précisons-le, sont constitués d'hommes et de femmes âgés de moins de 30 ans. Les statistiques montrent que le besoin d'une telle structure existe bel et bien. Entre l'ouverture en 1973 et 1974, on enregistre plus de 2800 passages pour pas moins de 428 usagers. Et l'année suivante, on passe la barre des 5000 visites pour plus de 870 usagers!

Par ailleurs, les permanents constatent la nécessité d'une offre complémentaire: la création d'une communauté rurale pouvant accueillir les jeunes 24h sur 24 comme un foyer provisoire. Tout commence dans les locaux de l'ancienne école de Maconnens et se poursuit à Orsonnens, vers le milieu des années 70 avec l'achat d'une ferme. ●●●

Travailleur social retraité,
69 ans.



Pierre-Yves Moret

L'UN DES DEUX PREMIERS PERMANENTS

« On ne faisait aucune démarche sans l'accord du jeune!

Je me rends compte aujourd'hui que j'ai eu beaucoup de chance d'être impliqué dans ce projet-là. C'était à cette époque le début d'un processus de mise en place d'alternatives dans le travail social et beaucoup de choses étaient possibles! J'ai vécu une aventure individuelle et collective, ça m'a donné l'impression de vivre et pas seulement de fonctionner. Et j'ai aussi eu l'impression de pouvoir mettre en pratique mes idéaux humanistes. Sans oublier que cette expérience m'a permis de développer de nombreuses compétences professionnelles comme celle de médiateur et de coordinateur, dans le respect de l'autre même si l'on ne partage pas toujours les mêmes idées... Et je suis heureux de voir que ce que nous avons contribué à mettre sur pied existe toujours aujourd'hui, avec des mêmes valeurs humanistes. C'est la pérennité d'un système de valeurs!



Comment êtes-vous arrivé au Release?

J'ai travaillé pour le Release de novembre 1973 à fin 1976. Je venais de finir ma licence en travail social. J'ai répondu à une annonce parue dans les journaux. En tant que président de l'association, c'est le capucin Sigfrid Morger qui m'a engagé, en même temps que Hervé Eigenmann qui faisait son dernier stage d'assistant social pour lequel j'étais son maître de stage. Tout était à créer.

Quelle était votre tâche?

Nous avions une permanence à la rue des Alpes 30 où l'on accueillait des jeunes qualifiés de «marginiaux» ou «toxicos» qui voulaient bien pousser notre porte. Nous faisons aussi du travail de rue pour nous faire connaître, dans les bistrotts et les endroits où l'on pouvait rencontrer des jeunes. Notre règle: on ne fait aucune démarche sans l'accord du jeune et on n'agit pas pour lui, mais avec lui. Dès le début, nous avons souhaité collaborer avec des bénévoles de manière à favoriser une certaine mixité entre les couches sociales. Le but était de mettre en valeur les compétences des jeunes considérés comme «sains» pour soutenir les autres (travail par les pairs). Nous avons aussi eu un gros travail pour nous faire connaître et accepter auprès des autorités et des services sociaux traditionnels.

Le souvenir le plus marquant?

Une jeune usagère, qui avait 18 ans et des problèmes de consommation de drogue, avait trouvé une place d'apprentissage. Il lui manquait six mois pour le terminer. Mais elle devait aussi affronter son procès pour consommation de drogue, avec le risque de perdre sa place de travail. Avec ma femme, nous avons offert au juge la garantie d'une prise en charge intensive et il a accepté. Elle est venue habiter dans notre appartement durant cette période, et elle a fini son apprentissage. Pour moi, c'était une victoire! Une manière de mettre en pratique nos idéaux de solidarité.

Un souvenir moins positif est celui de mon opposition active à l'armée qui a bien risqué de mettre en péril le subventionnement du Release. J'ai même été au cœur de certaines discussions du Grand Conseil fribourgeois qui confondaient injustement le projet institutionnel du Release avec les choix individuels d'un de ses collaborateurs. C'était pour moi une période très difficile, culpabilisante... Mais, heureusement, le Release a su se positionner clairement tout en me soutenant. Le débat s'est répercuté sur la place publique et les subventions ont fini par arriver malgré tout.

Deux équipes

se forment: Hervé Eigenmann et son épouse reprennent la structure qui deviendra ensuite le Radeau, en terre glânoise, alors que les autres permanents et leurs conjoints restent à Fribourg. Si le Centre psychosocial et son directeur le Dr Armand Descloux semblent être à l'écoute des préoccupations qui sous-tendent la création du Release, le soutien de l'État n'en est pas pour autant acquis. Ainsi, à sa création, l'association se voit refuser le statut d'«utilité publique» pouvant mener à l'octroi de subventions. Rappelons que le canton de Fribourg de l'époque reste conservateur avec une tendance marquée par le poids de la religion et la domination du PDC qui détient la majorité des sièges au Conseil d'Etat.

Hervé Eigenmann

L'UN DES DEUX PREMIERS PERMANENTS



Comment êtes-vous arrivé au Release?

J'ai été engagé en 1973, en même temps que Pierre-Yves Moret. Je n'avais pas 22 ans quand j'ai commencé au Release. La rue m'intéressait plus que les services sociaux traditionnels. Au moment où on a obtenu notre travail de diplômé, on était déjà en place. On pensait qu'il fallait changer le monde au niveau politique, mais aussi concrètement dans la vie de tous les jours. Après un an de fonctionnement à deux, l'association du Release a décidé d'ouvrir une communauté thérapeutique pour compléter le centre d'accueil en ville. A cet effet, nous avons acheté l'ancienne école d'Orsonnens qui est devenue plus tard «le Radeau». En attendant que les transformations soient terminées, nous avons loué quelques mois une ferme à Macconnens. On n'avait jamais plus de 4 à 5 jeunes en même temps.

Quels souvenirs gardez-vous de cette période?

Ce n'était pas facile: la précarité financière, les problèmes abordés avec les jeunes (toxicomanie, violences, ruptures avec les parents ou la scolarité), tout cela était parfois lourd et la prise de distance difficile, d'autant plus si l'on y ajoute encore des téléphones la nuit pour des situations d'urgences à résoudre. Mais je me souviens également de parties de rires avec les jeunes et de moments très détendus. Le partage humain était très présent, intéressant et il y avait une bonne ambiance. C'était une bonne école de vie!

Comment décririez-vous votre tâche à Macconnens, puis à Orsonnens?

On voulait être une sorte de foyer de substitution pour ces jeunes en phase de vie difficile. On discutait beaucoup, on travaillait avec eux (jardin, cuisine, ménage, réparations). On faisait aussi un peu d'infirmerie. On conseillait les jeunes pour la recherche d'emploi, on les dirigeait vers les institutions qui pouvaient leur être utiles. Il y avait en permanence deux intervenants, les autres travaillant à l'extérieur à temps partiel. Il faut rappeler qu'entre le Release et la communauté, 8 personnes se partageaient un seul salaire de 3000 frs qu'il fallait bien compléter. La règle était que les pensionnaires ne restaient en principe jamais plus de 6 mois. Ce séjour était une manière de couper avec des connaissances ou des habitudes qui pouvaient leur nuire.

Assistant social, puis aussi enseignant spécialisé depuis 1982, 63 ans.

L'un des deux premiers permanents, et co-responsable de la communauté thérapeutique à Macconnens et à Orsonnens.

« La prise de distance était difficile!

On a défriché, on a fait un travail de pionnier! C'était nécessaire de prouver que ce genre de structures avait son utilité. Et c'est très satisfaisant de voir que ce que l'on a mis en place existe toujours aujourd'hui. Par contre, je ne pense pas qu'aujourd'hui j'accepterais les mêmes conditions de vie que l'on avait à l'époque. Heureusement que mes enfants s'en sont bien sortis!



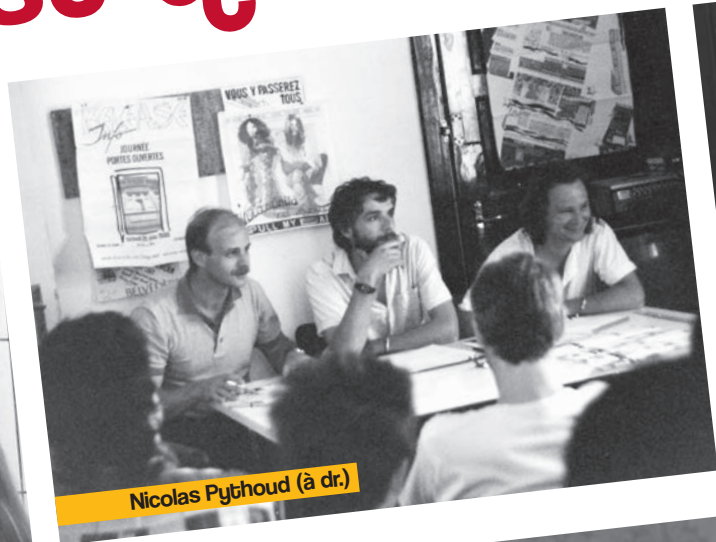
A la suite des élections de 1971, le Parti socialiste entre au Conseil d'État fribourgeois en 1972 avec deux représentants: Denis Clerc (Direction de la police et de la santé publique) et Jean Riesen (Direction des travaux publics). Ces deux élus reflètent une volonté populaire davantage préoccupée par les aspects sociaux. La majorité reste toutefois nettement à droite (quatre démocrates-chrétiens et un agrarien).

A la même période, la formation dans le domaine social s'installe dans le canton, puisque 1972 correspond également à la date de naissance de l'École d'éducateurs de Givisiez, actuelle Haute école fribourgeoise de travail social. ●●●

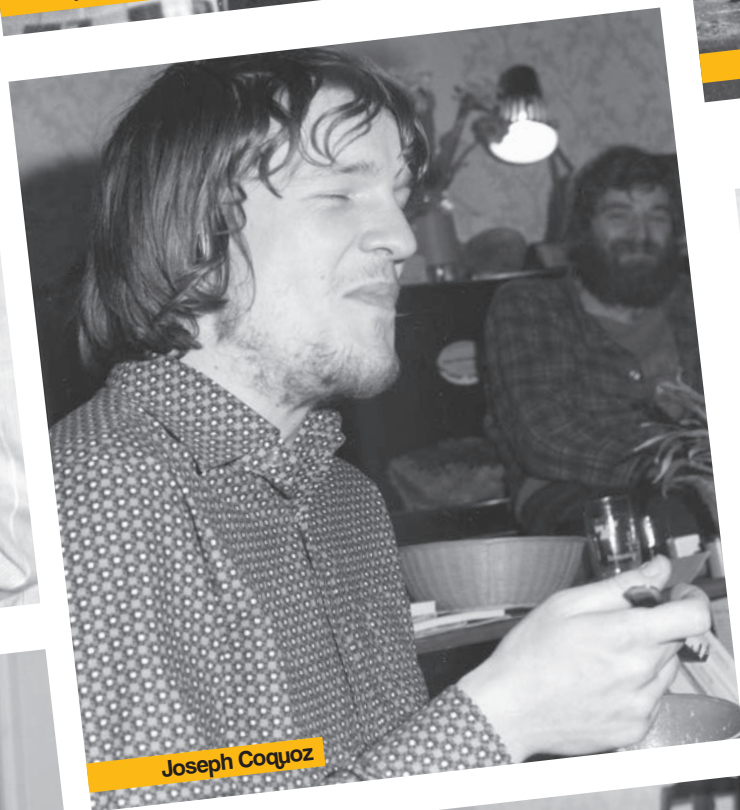
qui est qui?



Ursula Schärer



Nicolas Pythoud (à dr.)



Joseph Coquoz



Jean-Marc Gachoud



Béatrice Dolivo et Jean-Marc Gachoud



Annemarie Litschgi (à dr)



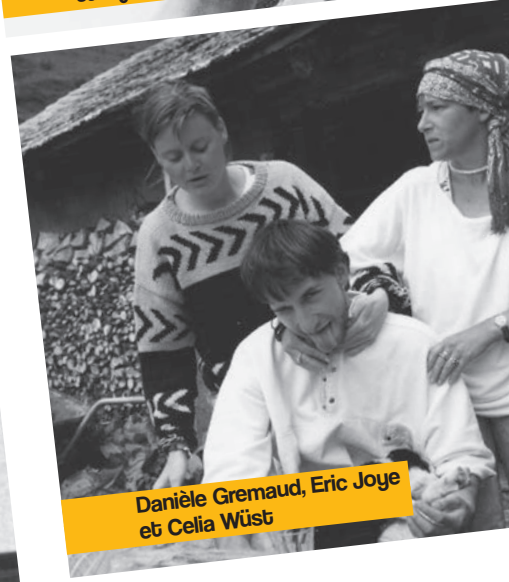
Béatrice Dolivo



Dora Gutweniger



Jacques Sperisen



Danièle Gremaud, Eric Joye et Celia Wüst

Enseignante à la retraite,
licenciée en pédagogie
curative, 61 ans.



« Travailler au Release impliquait une unité de choix de vie, politiques et professionnels!

A l'époque, à Bienne, il y avait plus d'acquis sociaux. C'était une ville socialiste, tandis qu'à Fribourg, on devait lutter pour tout (interruption de grossesse, planning familial, Release, ...). Fribourg a beaucoup «bougé» depuis lors. Ce changement de cité et cet engagement ont eu une influence prépondérante dans notre parcours de vie.



Béatrice Dolivo

L'UNE DES PREMIÈRES PERMANENTES

Comment êtes-vous arrivée au Release?

Nous avons quitté Bienne parce que je faisais des études en pédagogie curative à Fribourg. Je ne désirais plus travailler avec des handicapés; on cherchait un projet. C'est plutôt le choix des jeunes avec qui je voulais travailler qui m'a décidée à travailler au Release.

Quelle était votre tâche?

J'ai rapidement été engagée comme permanente à mi-temps, dans le cadre de mon stage de longue durée pour faire ma licence. Je devais faire un stage d'une année dans une institution. J'ai passé 2 ans à mi-temps au Release. Mon mémoire de licence était «La prise en charge des jeunes en difficulté». Je garantissais donc des permanences dans notre local, accueillais les jeunes, les écoutais et essayais de les accompagner dans la recherche de solutions à leurs difficultés. J'ai travaillé de 1974 à 76 au Release. A cette époque, nous étions trois couples. Tout ce qu'on gagnait, on le mettait dans un pot commun. Le projet Release était couplé avec des choix de vie et des choix politiques. Il y avait une unité de choix de vie, politiques et professionnels. Nous étions aussi famille d'accueil dans un minuscule appartement au Schoenberg.

Quel souvenir gardez-vous de cette expérience?

La capacité d'accueillir tout le monde. Je me souviens d'une permanence de Noël, d'un jeune qui était immense et qui s'était circoncis tout seul! Il est arrivé en saignant au centre. On avait dû le monter à l'hôpital; c'était, entre autre, un polytoxicomane. On a eu des jeunes qui avaient fugué d'institutions, on les accueillait et essayait de trouver des solutions. On a fait des «trucs» incroyables, des choses à la limite de la légalité, mais légitimes. C'est une expérience qui a marqué les gens. C'était très prenant comme projet, ce n'était pas évident.

En 1976, 48'000 fr. sont mis à disposition du Conseil d'Etat par le Grand Conseil pour la lutte contre l'alcool et les toxicomanies. Les responsables du Release entament alors des négociations avec le Conseiller d'Etat Denis Clerc et son chef de service Bernard Berset. La fibre sociale de ces derniers les rend réceptifs à la démarche du Release. Une lutte entre plusieurs entités sociales va ensuite débiter pour bénéficier de cette somme. Au final, pour le budget 1977, l'Etat décide d'octroyer 40'000 fr. au Release et 8'000 fr. à la Croix-Bleue à Chiètres.

Mais cette décision ne s'est pas prise aussi facilement. Certains liens du Release avec les mouvements non violents et ceux désignés comme des «objecteurs de conscience» ont ébranlé les liens de confiance entre l'Etat et l'association. En 1975, la décision d'octroi de subventions est même suspendue suite à une action, perçue comme «subversive», du permanent Pierre-Yves Moret. En tant que

Jacques Walliser

PRÉSIDENT DE 1974 À 1976



Comment êtes-vous arrivé au Release?

Avec mon épouse Béatrice, on est arrivé à Fribourg en 1973; on a pris contact avec le Release parce qu'on voulait faire quelque chose dans le domaine social. J'ai une formation d'ingénieur. J'étais adjoint de l'administrateur de l'Université de Fribourg, à plein temps. Ma femme a fait des études en pédagogie curative. Le Release cherchait du monde mais il n'y avait pas d'argent supplémentaire. Si on voulait augmenter l'équipe, il fallait trouver des nouvelles formes de fonctionnement. Les conjoints se sont alliés; on a mis tous les salaires ensemble. On avait une gestion commune de la totalité de la somme. C'était pour nous un début de révolution. C'était la seule façon de permettre au Release de survivre.

Comment décriez-vous votre tâche?

J'ai fait des permanences, pas tout seul puisque je n'avais pas de formation dans le travail social; le soir après le travail ou les samedis et dimanches. Ensuite, je suis entré au comité et je suis devenu président. Je n'ai pas connu les fondateurs parce qu'on est arrivé après leur départ. On est resté actifs jusqu'en 1976, moment où on a décidé de partir pour le tiers-monde. Certains ont eu des augmentations de salaire et on a décidé de créer un fonds de secours parce que certains membres du Release avaient des postes pas très sûrs; Pierre-Yves travaillait sur les chantiers, Ferdinand aussi; ils pouvaient être mis à la porte n'importe quand.

Quel est votre souvenir le plus marquant?

Les permanences les soirs de Noël et de Nouvel-An; tous les usagers passaient. C'était pas très bien pris par nos familles.

Ce qui reste le plus ancré, par rapport à ma vie encore aujourd'hui, c'est que pendant plusieurs années on a partagé nos salaires, partagé nos soucis. On a mis en commun un certain nombre de choses. On donne d'un côté mais on reçoit beaucoup de l'autre. On n'a rien perdu, on a beaucoup gagné, en énergie de vie et en qualité de vie. Release a changé notre orientation de vie. Après une expérience comme ça, y a des choses qu'on ne peut plus faire.

Ingénieur ETS
en mécanique et gestion,
retraité, 67 ans.

« Release
a changé
notre orientation
de vie! »

non-violent convaincu, il brandit une pancarte dénonçant l'utilisation des armes lors d'un défilé militaire à Fribourg alors qu'il y apparaît en tant que soldat, le 6 novembre 1975. S'en suit une série d'interventions au Grand Conseil ainsi que des prises de positions publiques et médiatiques. Les subventions sont à nouveau accordées à partir du moment où Release propose un poste d'observateur pour l'Etat au sein de son comité consultatif. Un contrôle de son activité peut ainsi être assuré. Car l'association est gérée par un comité classique ainsi qu'un comité consultatif. Ce dernier fonctionne comme organe de soutien, mais aussi de contrôle dans un deuxième temps.

En marge de ce débat, la Commission pour la lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanies (COLAT) constituée en décembre 1974 prend une position nettement favorable au Release en s'opposant à ce qu'on confie à l'Office cantonal des mineurs la lutte contre la toxicomanie. ●●●

Travailleur social
à la retraite, 65 ans.



« La mise en commun
des salaires,
une expérience
unique!

Nous nous sommes
battus pour que ce lieu
perdure. Avec le partage
des salaires, on a tenu
le coup mais ce fait a eu
pour conséquences
des sacrifices personnels
plus ou moins importants
selon les individus.
Je suis content que REPER
soit toujours là et suis convaincu
de son utilité. Le changement
le plus important
est qu'aujourd'hui, les usagers
viennent d'un très grand nombre
de pays avec des cultures,
des religions et des vécus très
différents. Cela pose des problèmes
d'inégalités entre les jeunes,
dues au déficit scolaire,
à l'accès aux formations.
Ces inégalités, ces cultures
et religions diverses peuvent
conduire à une augmentation
de la violence chez
les jeunes.



Ferdinand Python

L'UN DES PREMIERS PERMANENTS

Comment êtes-vous arrivé au Release?

Je suis un objecteur de conscience et à l'époque, j'ai été condamné à 4 mois et demi de prison ferme au pénitencier de Bellechasse. C'est par conviction pacifiste, non-violente et non-religieuse que j'ai refusé l'armée. Etant cuisinier de formation je savais que je ne ferais pas ce métier toute ma vie. Je ne pouvais entretenir une famille avec mon salaire si bas à l'époque (je viens d'une famille très pauvre avec un père sous tutelle). J'ai toujours été révolté de la manière dont on traitait les enfants d'une famille à cause du statut social des parents. Père sous tutelle voulait dire que tous les enfants étaient d'office soumis à l'office cantonal des mineurs. Nous étions à leur merci et je ne l'avais jamais accepté. Cela m'a motivé à me consacrer à réhabiliter les miens en situation d'exclusion sociale. De par mon activité dans le mouvement d'action non violente de Fribourg, je connaissais les familles Moret, Walliser, Gachoud et d'autres acteurs du Release et du Radeau. J'avais appris qu'un groupe d'étudiants de psychologie avait créé une permanence. Je suis entré en 1973 avec la première équipe de permanents dans le but d'effectuer une formation d'animateur socioculturel.

Quelle était votre tâche?

Au début, j'avais des permanences avec un ou une collègue. Notre tâche était d'accueillir les jeunes, de leur donner des informations et d'éventuels tuyaux pour du travail, un logement, etc. Mais l'essentiel était surtout de les écouter, de débattre des sujets qu'ils souhaitaient. Par la suite, je me suis plus concentré sur le travail de rue où je me sentais à l'aise. Nous avions aussi une surveillance sur la consommation et le trafic de stupéfiants. Il fallait tenir le journal quotidien des passages des jeunes, participer aux comités réguliers et rencontrer certains parents. Nous n'aurions pas pu tenir «la baraque» sans une mise en commun des salaires des familles Walliser, Moret et Python. C'était une expérience unique. Nous rencontrions aussi les auto-squatters de passage à Fribourg. Nous avons également initié les nuits du cinéma. La musique tenait une grande place au Release. J'aimais jouer de la guitare avec Pierre-Yves Moret et les jeunes.

Quel est votre souvenir le plus marquant?

Sans religion, j'étais particulièrement sensible au prosélytisme de certaines sectes. Si elles faisaient du démarchage au Centre, je les virais. Nous avions des jeunes encore en partie à l'école et ils étaient des proies faciles. Un événement m'a marqué: la fameuse affaire du défilé militaire où Pierre-Yves Moret avait sorti une pancarte. Comme objecteur de conscience, j'étais content qu'il ait eu ce courage mais ce geste n'avait rien à voir avec le Release. C'était une initiative personnelle de Pierre-Yves Moret.

Wolfgang Steiert

MÉDECIN CONSEIL AU RELEASE, ET MEMBRE DU COMITÉ CONSULTATIF



Comment êtes-vous entré en contact avec le Release?

En rentrant d'une balade en forêt, j'ai trouvé deux religieux sur mon canapé. Ils m'ont dit rechercher un médecin pour gérer des sevrages de jeunes drogués. Et je me trouvais à l'âge où mes enfants pouvaient rencontrer le danger de la consommation de drogues. J'ai donc décidé de m'engager. Quand ils sont venus me voir, ce devait être en 74 ou 75, il n'y avait encore aucune structure professionnelle de prise en charge des toxicomanes.

Quelle était votre tâche?

Les responsables du Release m'envoyaient des jeunes dépendants et je leur organisais un sevrage en prescrivant de la méthadone. Mais je discutais surtout beaucoup avec eux. Ils venaient donc au cabinet, chez moi, mais plutôt le soir et les week-ends.

Un souvenir marquant?

J'en ai plusieurs. Une fois, un jeune à qui j'avais prescrit deux ampoules de méthadone est venu me voir avec l'une des deux, vide, mais avec un petit trou en me disant qu'il n'y avait rien dedans... J'ai aussi vu des falsifications d'ordonnances ou des vols d'ordonnances vierges, mais heureusement que les pharmaciens étaient attentifs. Au total, j'ai suivi une dizaine de jeunes. Certains se sont suicidés, c'était dur... J'ai toutefois gardé le souvenir d'un succès où la famille avait organisé un sevrage total et ça avait marché! Je ne me faisais pas payer, car je me doutais que mon travail n'était pas très efficace, mais on a essayé de faire au mieux. C'était une tâche assez prenante, cela m'arrivait de rencontrer certains jeunes tard le soir, et je recevais parfois des téléphones à 2h du matin. J'ai tenu ce rôle pendant environ 5 ans. Avec une famille, ce n'était pas vraiment compatible.

Quel regard portez-vous aujourd'hui sur votre action de l'époque?

Je me rendais compte que mon activité, c'était de l'amateurisme complet. J'obligeais ces jeunes à discuter avant toute ordonnance, mais eux discutaient pour marchander et moi je discutais pour essayer de les sortir de là! On avait des connaissances très partielles et on croyait qu'on pouvait les sauver avec un sevrage dégressif. En fait, il fallait des structures plus contraignantes pour que ça marche. Plus précisément, des structures fermées avec des psychologues et des psychiatres ouverts à des médecines pas trop conventionnelles.

Médecin de famille,
retraité, 82 ans.

« Ma mission consistait à organiser des sevrages

Cette activité avec Release a changé mon opinion sur les drogués. Avant, je pensais qu'ils étaient voués au Diable, à l'Enfer et qu'ils avaient refusé toute grâce. Je me suis ainsi rendu compte qu'ils étaient aussi des êtres humains et qu'on devait leur donner une chance de s'en sortir.



Côté économique, les premiers responsables du Release ont mis en place un fonctionnement communautaire: ils ont créé un pot commun. Chacune et chacun y verse ses revenus, auxquels sont ajoutés les 3000 fr. de salaire pour les 2 postes de permanents. L'argent est ensuite redistribué en fonction des besoins. Idéal «communiste» quasi irréalisable diront certains. Ces avant-gardistes ont su faire fi de l'appât du gain pour placer l'ensemble de leurs ressources au profit du bien commun. Et ce fonctionnement a duré plus de 10 ans. Car ces pionniers se sont souvent engagés en couple, qui sont ensuite devenus des familles avec l'arrivée des premiers enfants. Chaque foyer avait son propre domicile, mais sa vie tournait autour du Release, puisqu'un engagement pareil semble plutôt digne de la vocation. Certains témoins expliquent comment ils ont accueilli des usagers à la maison, tout comme d'autres familles d'accueil. La limite entre la sphère professionnelle et privée n'était pas toujours évidente. ●●●

Genèse abrégée du travail social de rue

... DE L'INTERNATIONAL... AU CANTON DE FRIBOURG

«... Un travail social de rue ne s'improvise pas. Il ne s'agit pas de se promener, le nez au vent, à la recherche d'éventuelles odeurs de haschich ou des pupilles contractées d'un amateur d'héroïne...», peut-on déjà lire dans un rapport d'activités de Release dans les années septante.

Les travailleurs sociaux de rue ont toujours structuré leurs actions dans le terrain, mais rares sont les traces écrites qui ont été laissées par ces derniers sur le sujet. Au niveau international, comme au niveau suisse, il est actuellement impossible de préciser le travail social de rue au moyen de références scientifiques issues d'ouvrages ou d'articles. Comme le montrent de Boevé et Giraldi² «Le travail de rue se caractérise par la pluralité de ses sources d'influence et de ses dénominations ainsi que par l'adaptation de ses formes à divers publics et réalités sociales».

C'est dans les années 45-50, après la deuxième guerre mondiale, qu'émerge en France voisine la prévention spécialisée³. Par contre, les débuts du travail de rue sont à situer un peu plus tard en Suisse romande, à la fin des années soixante, partant de Genève pour s'étendre, par la suite, à l'ensemble de la Suisse, sous l'impulsion exclusive d'initiatives privées et individuelles de pionniers travaillant dans le domaine social, ayant une fibre humaniste prononcée pour la condition humaine, dans des contextes socio-politico-économiques difficiles. Il n'y a, pour l'heure, pas de nomenclature standardisée et uniformisée au sein du travail social de rue. La place est laissée essentiellement au particularisme et au régionalisme des appellations en lien avec leur spécificité d'intervention et leur contexte. Quatre grandes phases ponctuent l'intervention sociale de rue de ces débuts à nos jours, qui sont liées à l'évolution des structures au regard de l'évolution des public-cibles:

Au début des années septante dans le canton de Fribourg, la consommation de drogues chez les jeunes est de plus en plus visible. Les pouvoirs publics ont de la peine à financer autre chose que des activités sportives, accessibles essentiellement à ceux qui en ont les moyens. Il y a pourtant tous les autres jeunes, qui restent en «rade», mais pour lesquels il est impératif d'avoir un lieu pour simplement être, exprimer leur malaise, leur inquiétude ou leur souffrance. L'association Release est créée dans ce sens. C'est parmi les étudiants en psychologie et en pédagogie curative de l'Université de Fribourg, qu'il faut chercher les origines de l'association Release. Cet anglicisme est importé des Etats-Unis et signifie «libération», symbole d'un mouvement de contestation contre l'ordre établi, notamment sur des questions liées à la consommation de drogues.

Deux postes de travail sont mis en place en 1973. Dès leur engagement, ces professionnels de l'éducation mettent en place ce qu'il convient d'appeler le triptyque de l'intervention: primo les permanences d'accueil qui se déroulent au centre et qui constituent la colonne vertébrale de l'intervention, secundo les familles d'accueil, dans lesquelles les jeunes peuvent habiter un moment au regard de leur situation et tertio les permanences bistrotts ou permanences extérieures⁴. Ces dernières avaient comme but premier de partager solidairement une partie du vécu des jeunes en créant un lien relationnel différent et singulier. A la fin de chaque permanence d'accueil, les intervenants se rendaient au bistrot, sur leur temps libre, dans ce souci d'être le plus proche et le plus en lien avec la réalité vécue par les jeunes en initiant des discussions ou des débats autour d'un verre. Ces permanences de rue se définissaient davantage comme inédites, atypiques et innovantes pour l'époque, au regard de la tendance politique qui était de conserver les intervenants intra muros et non en dehors des murs institutionnels.

Dr Emmanuel Fridez,
responsable du secteur
Rue & Réalisations
de l'association REPER



Des rapports de séances ronéotypés nous apprennent qu'une approche de travail social de rue a été expérimentée entre 1964 et 1965 par 4 jeunes gens ouverts aux problèmes actuels de la jeunesse et décidés de former une équipe d'éducatrices de rue en ville de Fribourg. Cette tentative a malheureusement avorté après huit mois d'intervention hors murs par manque de ressources, de connaissances et d'expériences envers cette population de jeunes.

Chronologiquement et succinctement, en 1979 «une décision importante est prise. On ferme!!! Plus de permanence au local, mais une présence intensive aux endroits que les jeunes fréquentent (bistrot, bars, discothèques, places publiques). De plus, les permanents vont effectuer un certain nombre de visites à des gens se trouvant en prison (...). Le but visé est de se remettre à l'écoute des jeunes, à tenter de percevoir l'évolution du milieu des toxicomanes, et d'offrir à nouveau leur disponibilité en vivant leur réalité d'un peu plus près»⁵. Deux axes se dégagent⁶, l'immersion dans le milieu de la toxicomanie en général et plus spécifiquement le travail avec les personnes toxicomanes emprisonnées. Le centre rouvre une année plus tard au regard des besoins des publics-cibles de disposer d'un lieu de rencontres. En octobre 1986⁷, l'équipe a une volonté de systématiser le travail de rue, afin de ne plus en faire l'apanage de tous les permanents travaillant au centre Release. En effet la démarche d'«aller vers» en dehors des murs institutionnels se conceptualise au niveau du verbe, s'axiomatise et se professionnalise. Finalement le travail de rue n'est plus remis en question, car les permanents et les pouvoirs politiques s'accordent sur l'importance d'une telle intervention en terre fribourgeoise. A la fin des années huitante, deux permanents sont engagés uniquement pour le travail social de rue. Le début des années 1990 permettra l'implémentation et la pérennisation du travail social de rue jusqu'à nos jours, notamment grâce à des personnalités engagées dans la défense

de l'éthique et des intérêts du travail social de rue comme Celia Wüst et Jean-Charles Beaud.

Les termes In et Out caractérisent assez fidèlement, à nos yeux, l'intervention socio-éducative hors murs dans le canton de Fribourg, tout en regrettant cet anglicisme. Dès l'origine, Release a scellé le travail social de rue au centre d'accueil, afin d'atteindre les jeunes inatteignables par l'entremise de l'intervention sociale traditionnelle. Lors des vingt ans de l'association Release en 1992, l'interconnexion entre le centre et la rue est mis en exergue en soulignant l'efficacité nodale de cette alchimie. «Ces quelques considérations pour dire combien le Release a besoin de fonctionner sur deux pôles efficaces, la rue et le centre»⁸, afin d'être le plus proche de la réalité quotidienne de la jeunesse du moment.

In fine, le canton de Fribourg a la particularité de bénéficier de pionniers du travail social de rue encore actifs aujourd'hui et de conserver une pérennité de l'action depuis le début du travail de rue dans les années septante. La traçabilité de l'intervention hors murs est garantie avec une culture de l'oralité rendue possible grâce à ces pionniers. De même, elle a la particularité de défendre formellement une visée essentiellement socio-éducative de l'intervention. Actuellement le travail sociale de rue n'est plus un enjeu quant à sa survie, mais se trouve à une étape charnière de son évolution dans laquelle il doit continuer de s'étendre davantage, de s'adapter et d'évoluer au regard des contextes socio-politico-économiques et des besoins des publics-cibles identifiés dans le terrain et relayé au niveau scientifique. En effet, la demande actuelle au niveau du travail social en général s'oriente davantage sur un type d'aide de proximité in situ, ce qui est une des singularités du travail social de rue.

1. Release Information, Le seul réalisme c'est de lutter pour être heureux, novembre 1979, p.14.
2. Boevé de, E. & Giraldi, M. (2010). Guide international sur la méthodologie du travail de rue: Parce que la rue existe. Paris: L'Harmattan.
3. Terminologie française du travail social de rue.
4. Entretien informel avec Pierre Yves Moret, premier permanent professionnel (et non bénévole) au Release avec Hervé Eigenmann en 1973.
5. Gachoud, Le Release: douze ans à la recherche d'une alternative, travail de diplôme, 1984, p.56.
6. Release Information, Le seul réalisme c'est de lutter pour être heureux, novembre 1979, p.15.
7. Release, Rapport d'activité 1987, No 31, avril 1988, pp.14-19.
8. Release, rapport d'activité, No 43, Mars 1993, p.3.

Responsable technique
au service du patrimoine
audiovisuel fribourgeois
à la Bibliothèque cantonale
et universitaire, 63 ans.



« On était sans arrêt sur la brèche!

Mon constat global: nous avons vécu une période où, dans cette ville qui ressemblait à un désert culturel il y a 30-40 ans, une génération de jeunes a pris les choses en mains et de nombreux projets sont nés.

Le Release y figure bien sûr, mais on peut aussi citer des projets culturels et artistiques: Le Festival du Belluard, Fri-Son, La Spirale, Fri-Art, les débuts de Radio Fribourg sous le nom de Radio Sarine...

C'est une génération qui a fait complètement bouger les lignes de cette ville et l'a ouverte au monde et à la modernité.

Les institutions évoluent en même temps que la réalité se transforme. La problématique sociale continue de m'intéresser, je lis des choses mais je suis content de m'en être éloigné.

Moi j'avais vraiment beaucoup de peine à me freiner. Ce job me prenait trop de temps et d'énergie, mais alors par contre c'était une période formidable.

On s'est enrichi, mais pas d'argent. Si je ne peux pas prendre une retraite anticipée aujourd'hui c'est en raison de ça (rire)!



Jean-Marc Gachoud

PERMANENT

Comment êtes-vous arrivé au Release?

J'y suis arrivé par des copains qui m'y ont amené quand le centre d'accueil se trouvait à la Rue des Alpes. J'ai tout suite eu un très bon feeling avec l'endroit et les gens. Je devais avoir 25 ans, je faisais partie d'un club de jeunes qui s'appelait l'Ekayou, de l'office des mineurs, une sorte de club pour que les jeunes organisent leurs loisirs. Mais l'Ekayou ne fonctionnait plus très bien au moment où j'ai découvert le Release. Je fréquentais de manière assez assidue ce centre vers 1976, sans que j'aie des problèmes particuliers.

Quel a été votre vécu au Release?

J'ai fait deux mandats au Release, d'une durée de trois ans chacun. Un premier où je n'étais pas très au clair en matière de travail social. J'avais une sorte de feeling et d'intuition mais il manquait une base théorique. C'était surtout de l'expérimentation sur le terrain avec pas mal de déconvenues... On avait peu de moyens et on avait parfois des cas qui étaient vraiment lourds. On était totalement inconscient à certains moments. A l'issue de ces trois ans j'ai réfléchi à mon avenir. J'avais fait une formation de vendeur mais ça ne m'intéressait pas.

Ensuite, une nouvelle équipe est arrivée au Release. Cette énergie m'a beaucoup plu. J'avais envie de mettre sur pied un projet de formation directement lié avec ma pratique au Release: la drogue, la dépendance et particulièrement le travail de prévention en la matière. Je me suis ainsi engagé une deuxième fois pour un mandat de trois ans. Période durant laquelle j'ai fait ma formation à Lausanne et un travail de diplôme que j'ai terminé après avoir quitté le Release. Pour clore ma formation d'animateur à Lausanne, j'ai rédigé un mémoire sur le Release, une sorte d'analyse de la tentative de concevoir et vivre un projet de travail social alternatif. Une manière aussi de remercier l'équipe pour son soutien durant mes années de formation.

Vous parlez d'une forme d'inconscience, dans les premiers temps...

Oui, parce qu'on accueillait des gens à la maison. On a eu des cas vraiment très lourds, des vols d'argent, ce genre de trucs chez soi. On avait de la peine à mettre une limite entre la pratique professionnelle et sa vie privée. Lors du deuxième engagement, c'était quand même un peu plus clair, même si, avec la plupart des jeunes qu'on accueillait au Centre, on finissait par avoir un rapport de copain.

Quel est votre souvenir le plus marquant?

Si je dois n'en citer qu'un, je dirais le décès de François. C'était un usager du centre avec lequel j'ai tissé une relation assez complice. Il était venu vivre chez nous. Et puis est arrivée une brouille parce qu'il m'avait pris de l'argent pour de la drogue. Et quelque temps plus tard, on l'a retrouvé dans un ravin, sans laisser un mot... C'est un souvenir très dur.

Il y a aussi un autre aspect: on était sans arrêt sur la brèche, à devoir défendre notre engagement. Par exemple, on avait réalisé un travail écrit assez important autour de la dépénalisation du cannabis. Et ça a donné de gros remous! On était même allé présenter ce travail face à la société de médecine, il fallait voir! C'était terrible!

Yvan Sallin

PERMANENT

Comment êtes-vous arrivé au Release?

J'ai connu le Release dans les années 70. Je fréquentais le café le Corsaire à la rue de Lausanne à Fribourg et j'y ai rencontré des éducateurs de rue qui allaient vers les gens. Un jour, ils m'ont demandé si j'étais intéressé à travailler au Release... ils recherchaient des gens pour y travailler car ils n'étaient plus que deux. Le but était de donner une nouvelle dynamique et ça m'intéressait.

Quelle était votre tâche au sein de cette association?

J'ai commencé en 1981. Notre première action a été la réouverture du centre de la rue des Alpes (qui avait fermé quelques mois), la mise en place d'un nouveau comité et la définition d'un nouveau projet. Le Release, à Fribourg, ne représentait plus grand chose à ce moment-là. Il était déserté par les jeunes. Institutionnellement, il y avait un conflit entre les deux parties du Release: Fribourg et Orsonnens. On avait 23 ans en moyenne et on a repris le centre de Fribourg avec une envie de faire vivre le Release.

Ce projet m'intéressait pour deux raisons: travailler avec des toxicomanes et l'aspect autogéré. La répartition égalitaire des salaires était pour moi primordiale dans l'organisation. La réflexion visait à recevoir un salaire équitable pour le travail réalisé. Moi, par exemple, je travaillais en parallèle à Disque Office pour un salaire mensuel d'environ CHF 2'000 que je versais sur le compte du Release, et je touchais ensuite environ CHF 1'300.-. Je crois que sans ce système, le Release n'existerait plus.

Nous avons dû travailler sur un nouveau concept, la prévention non spécifique des toxicomanies. Nous visions par nos réflexions et nos projets d'animations, l'ouverture du centre, une amélioration du cadre de vie des usagers et prévenir de ce fait l'addiction à des produits. Nous avons mis en place plusieurs activités pour des jeunes de 14-15-16 ans: nous avons acheté un cheval, organisé une Nuit du cinéma, animé une journée sur RSR 2. Nous avions un concept qui était la non-spécialisation. On pensait que la spécialisation était la mère de toutes les solitudes. On défendait le concept du travailleur qui touchait autant les tâches très organisationnelles que très spécifiques.

Quel est votre souvenir le plus marquant?

La révolte des jeunes en 1985-86. Le Release a dû fermer ses portes. A la suite d'un week-end au Lac Noir, nous avons dû reconduire un des jeunes. Le lundi qui a suivi, les jeunes se sont révoltés et ont retourné le centre. Nous avons dû exclure un jeune. Nous avons alors pris pleinement conscience que nous ne pouvions pas accepter toutes les différences, tous les comportements. Cet événement a marqué un changement dans le fonctionnement du Release. La démarche a été forte puisqu'elle représentait un certain paradoxe dans l'idée d'un centre destiné à accueillir tout le monde. Nous avons eu des discussions très très fortes par rapport à cette situation.

Quel regard portez-vous aujourd'hui sur votre action au Release?

Ce que nous travaillions à l'époque en matière de toxicomanie était très similaire au discours de la politique suisse actuelle. L'apparition du Sida nous a fait modifier nos réflexions. Pourtant à l'époque, notre discours restait complètement à contre-courant. L'Etat de Fribourg nous demandait des comptes. Nous avons toujours tenu un discours argumenté sans concession allant dans le sens de la dépénalisation des consommations. Nos réflexions suscitaient de nombreuses discussions et une animosité certaine.



Intervenant en protection de l'enfant, chef de secteur au sein du Service de l'enfance et de la jeunesse, 55 ans.

« **Le Release s'est adapté sans perdre son âme!** J'ai décidé de quitter le Release au moment où l'on ne voulait plus réfléchir à l'évolution de la répartition égalitaire des salaires. J'étais alors en formation en cours d'emploi. Ma dernière contribution pour le Release a été un numéro du Release Info: Jeunesse au-delà des étiquettes. Le Release a été ma première expérience formatrice dans le travail social et m'a permis de faire le lien entre théorie et pratique. J'ai l'impression qu'à REPER, les gens sont encore imprégnés des réflexions et de l'histoire passées. Si le Release vit toujours, c'est qu'il a eu l'intelligence de s'adapter sans perdre son âme.



Directeur Fondation
ABS – Le Passage à Lausanne,
56 ans.

Nicolas Pythoud

PERMANENT

« On a fait de grandes choses en prenant des risques!

Nous avons beaucoup pratiqué l'autocritique, à l'époque. On a pris conscience que le travail social est toujours remis en question et est toujours en décalage avec ce que les autorités attendent.

Je pense qu'on a fait de grandes choses en prenant des risques. Aujourd'hui, on ne peut plus prendre de risques et on retrouve moins de créativité dans les solutions proposées. Pour l'époque, notre discours était révolutionnaire: on parlait légalisation, dépénalisation! On a fait des erreurs au Release, mais c'était un formidable laboratoire. Cette structure a été un élément important dans le développement des structures à «bas seuil». La règle de base: nous ne constituons aucun dossier et l'anonymat était respecté. Le Release a été créé par des personnes et travailleurs sociaux qui voulaient sortir du contrôle social institutionnel. En 1971, on parle du 1er décès par overdose en Suisse, reconnu et médiatisé. Le Drop-In de Bienne et le Levant à Lausanne ont d'ailleurs été ouverts en 1972. C'est dans ce cadre-là que le Release est né à Fribourg.



Comment êtes-vous arrivé au Release?

J'ai connu le Release par le Mouvement non violent. On avait envie de mettre en place un authentique service civil. Après un apprentissage de dessinateur géomètre, j'ai objecté, j'ai travaillé au Magasin du monde et j'ai travaillé comme permanent au Release dès 1981. A l'époque, j'habitais une maison «Les Mouettes-Club», à la route de Bertigny à Fribourg, avec un grand jardin de 3000 m². J'y ai hébergé des toxicomanes.

Comment décririez-vous votre engagement au Release?

A la base, il y avait une réflexion politique: j'étais parti du principe que si on voulait changer la société, il y avait un domaine important, l'éducation. J'ai milité pour les causes liées à la précarité, pour casser le cycle infernal de la précarité. J'ai moi-même grandi au pied des bâtiments SICOOP (Coopérative d'habitants dans le quartier du Schoenberg). Mon père, Jean Pythoud, était surnommé l'architecte des pauvres et ma mère était très engagée pour le suffrage féminin. Mon engagement de professionnel du social s'est inscrit dans la continuité de ce que mes parents m'ont transmis. Je voulais changer le monde!

Quels souvenirs en gardez-vous?

On a organisé avec les usagers des activités extraordinaires: des camps de voile, des traversées du désert ou des marches en montagne. On a aussi lancé la nuit du cinéma à Fribourg! J'ai travaillé au Release durant une dizaine d'années. J'y ai appris à mettre des idées sur papier ainsi que l'argumentation, le contact et la négociation avec les autorités, et surtout l'esprit d'équipe. J'ai quitté la structure au début des années 90, après avoir négocié une subvention jamais atteinte de 300'000 fr., si je me souviens bien. Mais, j'avais l'impression qu'on perdait une certaine liberté avec une telle subvention! Et ceci, malgré l'ouverture du Tremplin qui avait repris une partie de notre tâche. En 1984, avec cette ouverture, Release avait en effet lâché la prise en charge des toxicomanes. Quand je suis parti, c'était aussi la fin du Pot commun qui avait fonctionné durant près de 18 ans! La redistribution des richesses en fonction des besoins avait atteint ses limites puisque les besoins des intervenants s'éloignaient un peu de l'essentiel. Un des membres a demandé à pouvoir utiliser le Pot commun pour financer ses vacances...

Une crise

secoue l'association au début des années 80. Le Rapport annuel fait état d'une «crise très violente» qui part de conflits sur le financement (dépendance par rapport aux deniers publics, fonctionnement du pot commun avec redistribution des richesses,...), l'organisation interne, mais aussi sur la politique d'accueil. Le tout «amplifié par des oppositions de personnes».

Bernard Berset

CHEF DE SERVICE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
ET MEMBRE DU COMITÉ CONSULTATIF DU RELEASE



Comment êtes-vous entré en contact avec le Release?

En ma qualité de Chef de service du Département de la santé publique du canton de Fribourg, de 1972 à 1984, j'ai été amené à mettre en vigueur la loi sur l'alcoolisme et les toxicomanies, et à faire nommer par le Conseil d'Etat la Commission cantonale pour la lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanies. J'en ai assumé la présidence durant tout mon mandat. Parmi les membres dont je me souviens, en faisaient partie le Dr Armand Descloux, médecin directeur du Centre psycho-social, le Dr Maurice Remy, médecin directeur de l'Hôpital psychiatrique de Marsens, le Dr Wolfgang Steiert, médecin à Guin, entre autres.

Quelle était votre tâche au sein de l'association Release?

J'y représentais la Direction de la santé publique, dirigée à l'époque par feu le Conseiller d'Etat Denis Clerc. Comme toujours, ma contribution consistait surtout à faire inscrire au budget de l'Etat la subvention annuelle pour cette institution. Je me suis également occupé d'une revue paraissant deux fois par an, me semble-t-il, pour informer les députés au Grand Conseil et les autorités, du problème de la drogue et de son impact dans le canton sur le plan de la santé. A cette époque, beaucoup pensaient que cela se traitait par des mesures judiciaires pénales, car on ne savait pas quelles autres démarches entreprendre. Ce fut une des tâches de sensibilisation qui m'a beaucoup occupé et intéressé.

Quel est votre souvenir le plus marquant?

Indiscutablement, mon souvenir le plus marquant fut l'épisode de la démonstration de M. Pierre-Yves Moret, permanent, lors du dernier défilé militaire, en 1975, aux Grands Places à Fribourg, au cours duquel il a brandi une banderole rappelant la mission première d'une arme. Suite à cet événement, le Conseil d'Etat a ôté du Budget la subvention au Release. J'ai alors pris ma plume et j'ai écrit une exhortation remise à tous les députés du Grand Conseil, le lendemain, lequel a alors réintroduit la dite subvention. Et le journal de tirer une affichette mentionnant «Grand Conseil, camouflet au Conseil d'Etat». Cela fit jaser dans les chaumières bien pensantes et certains m'ont fait savoir qu'ils étaient étonnés que «je fasse partie de cette bande».

Autre événement plus émouvant: j'ai invité dans ma maison de campagne, les pensionnaires de la communauté du Release d'Orsonnens, avec le Père Barbey, une dizaine de personnes, à partager avec ma famille le repas du dimanche à midi. Parmi ces jeunes, blafards, un ou deux avaient les larmes aux yeux et nous ont dit que c'était la première fois qu'ils participaient à un «repas en famille».

Avocat, 72 ans.

« Je me suis battu pour la réintroduction de la subvention au Release!

Je suis conscient d'avoir participé à une phase décisive de prise de conscience dans le canton du problème de la toxicomanie et de la nécessité de s'en occuper en confiant cette mission, non pas à une institution publique, mais à une ou des associations privées. Subventionnées, plus proches du terrain, ces dernières étaient mieux aptes à agir de manière concrète, en aidant les jeunes concernés au moyen des services qu'elles mettaient en place. Je suis très heureux que REPER poursuive cette mission.

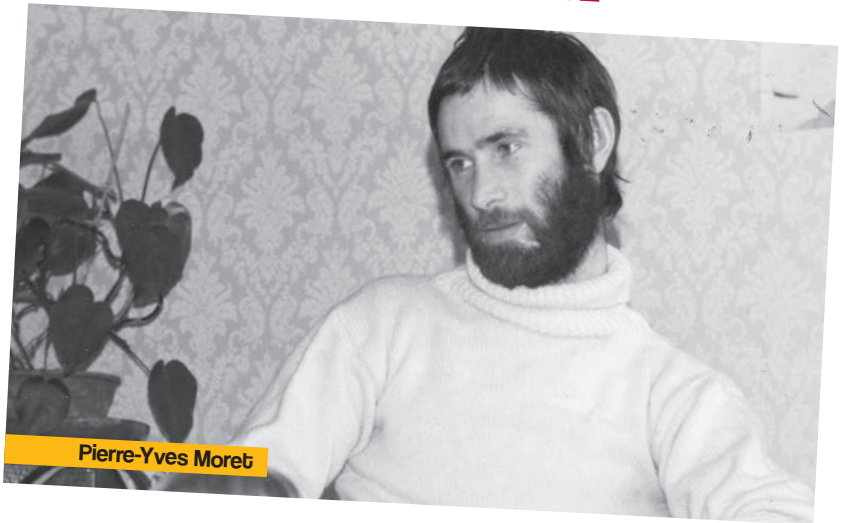


C'est d'ailleurs à ce moment-là, en 1982, que la communauté d'Orsonnens devient définitivement le Radeau et se sépare du Release. Dès 1984, avec l'arrivée de Philippe Wüst, le Radeau se professionnalise dans la prise en charge thérapeutique et éducative des personnes souffrant de toxicodépendance. ●●●

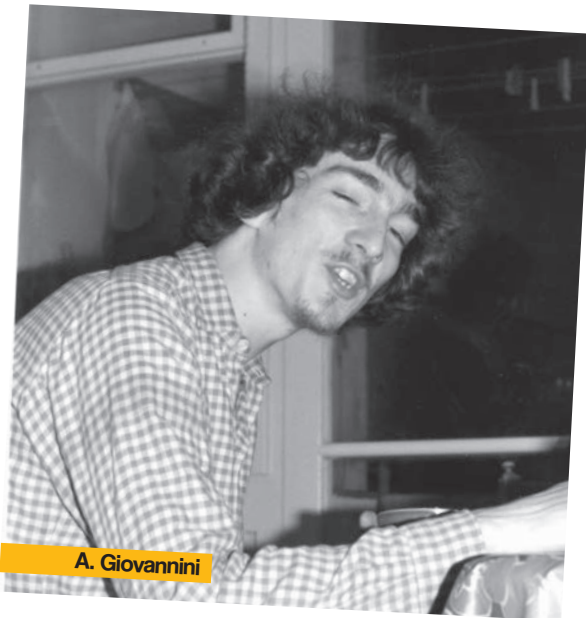
hier encore...



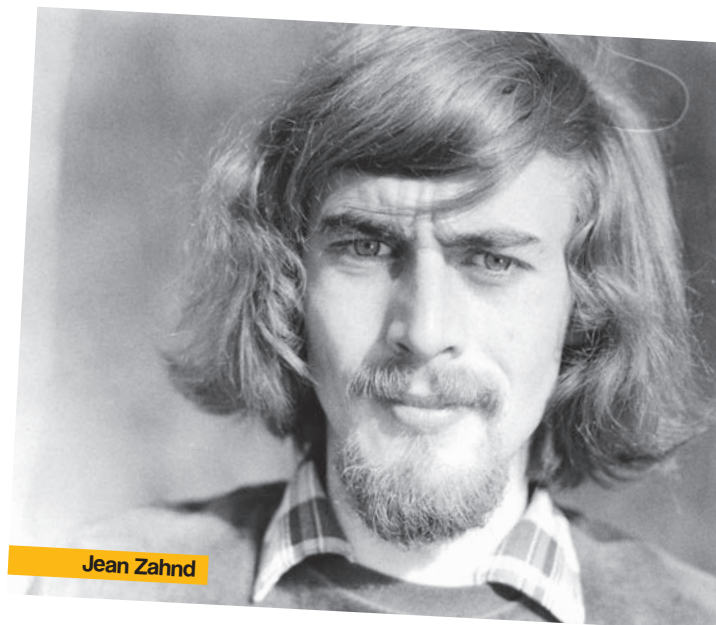
Sigfrid Morger



Pierre-Yves Moret



A. Giovanni



Jean Zahnd



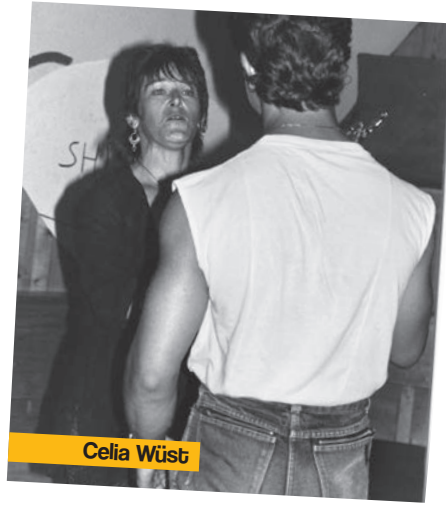
La tendresse



Yvan Sallin



Claire Zahnd



Celia Wüsti



Nicolas Pythoud



Ferdinand Python et Joseph Coquoz



Florin et Dora Gutweniger



Nicole Ceppi, Bernadette Crottet et Pierre-Yves Moret



Jacques Spérisen

MÉMBRE DU COMITÉ CONSULTATIF

Psychologue,
ancien directeur du
Centre de formation
professionnelle et sociale
du Château de Seedorf,
retraité, 70 ans.

« Ce type de prise
en charge était
franchement nouvelle
et risquée

Pour ma part, je n'ai jamais
regretté cette aventure
qui m'a enrichi et surtout
conforté dans l'idée de
la nécessité de la conviction,
de l'ouverture, du courage
et de l'engagement dans
toute action sociale.

J'ai beaucoup appris et
je me réjouis de voir que
ce qui a été jadis semé
par quelques jeunes
professionnels idéalistes et
engagés donne aujourd'hui
une si belle moisson.



Comment êtes-vous arrivé au Release?

Par Pierre-Yves Moret. Notre amitié depuis l'enfance, nos échanges, nos partages, assuraient de notre coopération et de notre loyauté malgré quelques divergences d'idées et d'opinions que nous nous connaissions et reconnaissons pleinement. Assistant à l'Université, je rédigeais ma thèse de doctorat et étais très engagé dans les réformes et les développements du réseau éducatif et psychosocial fribourgeois et, de ce fait, en relation avec les acteurs sociaux partenaires du Release.

Quelle était votre tâche au sein de cette association?

Difficile de dater précisément mon entrée. Par contre, je sais être resté membre jusqu'en 1979. Le «Comité consultatif» était constitué de personnes représentant les Ministères et Services de l'Etat concernés par les activités du Release, de représentants du monde politique ainsi que d'experts provenant des domaines de la prise en charge des jeunes en difficultés. Notre tâche était de discuter des visions et des actions du Release et, dans la mesure du possible, d'apporter des informations, de proposer des idées, de donner des conseils, voire de mettre en garde. Le but était de fournir un soutien au Release par l'entremise de personnes dont la compétence, la crédibilité et la respectabilité, devaient garantir la démarche innovante et, sans doute aussi, servir «d'assurance» de juste visée, de bon fonctionnement et de sérieux à une époque où ce type de prise en charge était franchement nouvelle et risquée.

Quel est votre souvenir le plus marquant?

Les remous et les conséquences de l'imprudente action contestatrice de Pierre-Yves Moret au cours du dernier défilé du Régiment 7 en ville de Fribourg (1975). Je me souviens bien de l'émoi, du dépit et de la colère de tous lors de l'apéritif qui réunit à l'Université les autorités et le corps des officiers du Régiment 7. J'étais personnellement, profondément bouleversé. Fâché comme officier, consterné comme membre du Release, compréhensif comme ami. Des postures qui isolément s'expliquent et se comprennent mais qui créent un grand malaise lorsqu'on les confronte et les combine. Comme craint, il y eut des réactions. Des relations se sont gâchées, d'autres brisées. Une partie du comité consultatif s'est désolidarisée et bien des commis de l'État et des représentants de la politique ont quitté le navire... La convalescence fut longue. Le Release est toujours là et Pierre-Yves Moret est resté mon ami. J'en suis heureux.

Quel regard portez-vous aujourd'hui sur votre expérience au sein du Release?

Le Release se situait dans la périphérie des réseaux et des circuits ordinaires, n'en avait pas la structure, la bureaucratie et la technocratie. Ses acteurs n'en suivaient pas moins des procédures et des règles, tout comme ils avaient des comptes à rendre. Toutefois, la flexibilité et la liberté, caractéristiques primordiales en regard de la nature, des besoins et des exigences des usagers, permettaient une approche plus authentique et moins contrainte. En définitive, un tel dispositif, souple et mobile, autorisait l'essentielle confiance, celle des usagers comme celle des mandants. Celle des usagers, plus facilement accordée aux intervenants, constituait une ouverture favorable à leur action et à leur soutien. Celle des mandants, très dépendante de la transparence et de l'éthique des intervenants, admettait plus aisément l'exploration et l'innovation dans la démarche.

Claire Zahnd, 62 ans, graveuse,
enseigne son art en groupe.

Claire et Jean Zahnd

CLAIRE, TRÉSORIÈRE ET MEMBRE DU COMITÉ
ET AVEC JEAN, FAMILLE D'ACCUEIL

Comment êtes-vous arrivée au Release?

C. Débarquant à l'âge de 20 ans à Fribourg et poussée par un profond désir de construire ma vie de façon différente et de lutter contre la société que je trouvais injuste. Jean et moi faisons alors partie de tout un réseau complexe d'implications alternatives qui débutaient ou que nous inventions au fur et à mesure de notre fougue, de désirs à créer un monde plus juste, dans nos rapports avec les autres, dans les milieux politiques, artistiques et culturels, et surtout dans notre vie quotidienne.

J. Suite logique de mon investissement dans «l'alternative» (politique et existentielle), ainsi que dans notre atelier de sérigraphie, les membres du Release faisant partie de notre cercle de camarades et d'amis.

Quelle était votre tâche au sein de cette association?

C. Je faisais partie du comité exécutif, j'étais caissière. Je me demande encore pourquoi j'avais reçu cette amusante fonction... Bénévole et famille d'accueil de 1973 jusqu'à la scission ente le Release et Orsonnens, vers le début des années 80.

J. Nous avons fonctionné comme famille d'accueil vers 1973, environ. Je me suis ensuite désinvesti, vers 1981, d'une partie des projets militants, car l'investissement à l'école autogérée de Bouleyres (Broc) m'obligeait à consacrer la majorité de mon temps à la vie et la survie de cette école.

Quel est votre souvenir le plus marquant?

C. Certaines situations loufoques vécues avec les jeunes en situation de détresse... par exemple une soirée passée en très intense communication émotionnelle avec un garçon qui m'avait habilement subtilisé ma montre pendant notre conversation... Je me suis sentie bien penaude. Autre souvenir: une petite bande, échappée de Vennes, avait atterri chez nous au carnaval, profitant de passer incognito en étant déguisés et tout heureux de leur astucieux projet de continuer leur escapade en se camouflant aux Brandons de Payerne! Que des beaux souvenirs!!!

J. Je n'ai pas de souvenirs «incarnés» pertinents, mais le sentiment d'une qualité de la relation «vraie» (dans l'amitié et les conflits), ainsi que d'une fraternité, dans les rapports interpersonnels et communautaires, qui m'ont marqué pour toute ma vie.

J'ai toujours opté résolument pour la deuxième dimension, même si, entre temps, je suis devenu, particulièrement après la fermeture de l'école autogérée de Bouleyres, un homme «raisonnable».

« Je voulais lutter contre la société que je trouvais injuste! Je pose un regard positif et bienveillant sur mon passage au Release, expérience qui détermine avec toutes les autres, la trame de la construction de ma propre vie. »



Jean Zahnd, 65 ans, professeur HEP en psychologie cognitive et méthodologie de recherche.

« Je garde le souvenir d'une qualité de relation vraie! Enseignant la psychologie cognitive, impliqué dans des recherches sur les nouvelles technologies, j'ai pris acte du principe de réalité et de sa part de répression. Compte tenu du contexte historique des années 70, et avec quelques questions qui auraient conduit à d'éventuels ajustements, je ne renie rien de mon engagement à cette époque. C'était une «bonne vie» pour moi, et le Release un sacré projet pour les camarades qui s'y sont impliqués de manière beaucoup plus importante que moi qui n'était pas membre ni du comité ni de l'équipe. »



La redistribution des richesses grâce au pot commun ne semble plus possible. Une réflexion institutionnelle se concrétise à la fin des années 1980 par un travail de restructuration interne. Les «volontaires» deviennent peu à peu des professionnels avec un salaire correspondant à leurs compétences et les collaborations inter-institutionnelles foisonnent donnant naissance, entre autres, en 1991 à la Tuile. ●●●



Celia Wüst

ÉDUCATRICE DE RUE, A TRAVAILLÉ 23 ANS À RELEASE ET REPER

Retraitée, 66 ans.

« Ces jeunes vivaient mal l'injustice!

Sur le moment, durant ma longue pratique, je me disais souvent: «A quoi sert mon travail? Suis-je efficace?» Ma récompense était de recroiser ces jeunes des années après, devenus adultes, qui vivaient le cours de leur vie comme monsieur tout le monde. Cela m'apportait un immense sentiment de joie!



Comment êtes-vous arrivée au Release?

Nous avons d'abord été engagés avec mon ex-mari pour travailler au Radeau à Orsonnens. Nous y avons travaillé un an. J'ai ensuite eu la chance de trouver une place dans l'équipe de Fribourg. Mais je suis arrivée au moment où il y avait cette péréquation, et ce fonctionnement ne me convenait pas. J'étais mère avec deux enfants, ça change les besoins... Et d'autres aussi ont exprimé leur mécontentement. Dans les années 80, Nicolas Pythoud a beaucoup fait pour améliorer l'organisation, même si je n'étais pas toujours d'accord avec lui. Il a commencé la professionnalisation du centre et on a essayé de mieux utiliser la force de chacun en fonction de ses compétences.

Qu'avez-vous retenu de ces 23 années d'engagement?

J'ai été engagée comme travailleuse de rue. J'ai adoré mon travail, j'ai toujours vécu ça comme un échange. J'ai offert aux jeunes un certain cadre et eux m'ont donné beaucoup d'énergie. Pour beaucoup, le travail au Release était une étape, j'ai vu passer beaucoup de monde! Nos usagers étaient souvent des jeunes très sensibles qui vivaient mal l'injustice. Pour me couper du travail et faire sortir mes mauvaises émotions, j'ai appris le jardinage. On a parfois vécu des moments très durs. Mais ce travail nous montre que la vie gagne.

Quel est votre souvenir le plus marquant?

Un souvenir triste... Un jeune que je connaissais a été mis en prison pour 3 ans parce qu'il dealait. Je suis allée le voir une fois par mois durant 3 ans. On a préparé sa sortie de prison. Mais il a fait une overdose trois jours après sa sortie!!!

En 1990, avec l'engagement de Philippe Cotting, directeur actuel, le Release s'est institutionnalisé; l'association aura besoin de toute la sensibilité de ce nouveau directeur pour construire un concept global de prévention des dépendances et des situations à risques qui perdure encore aujourd'hui. Toutefois, les fondements de cette association se ressentent encore très fortement dans l'une des missions encore confiée à REPER aujourd'hui: la permanence éducative d'accueil et la permanence sociale de Rue. Release est devenu REPER (lire page suivante) en 2006 lors de la fusion avec la Ligue fribourgeoise pour la prévention de l'alcoolisme et des autres toxicomanies (LIFAT).

Au final, Release était une structure différente, une alternative aux services publics officiels, où les jeunes se sentaient souvent jugés, voire étiquetés. Au Release, on écoutait, on accueillait, on soutenait. Et l'engagement, le don de soi fut indispensable à la réalisation d'une telle aventure. Rares sont d'ailleurs celles et ceux des débuts qui travaillent encore dans le même domaine à l'heure actuelle. Ils en gardent toutefois toutes et tous un souvenir profond, constructeur et formateur de leur vie d'adultes aujourd'hui accomplis.

REPER aujourd'hui

Le Release et la LIFAT (Ligue fribourgeoise pour la prévention de l'alcoolisme et des autres toxicomanies) ont fusionné le 4 avril 2006. L'objectif était d'optimiser leurs interventions au service de la prévention. La préparation de cette fusion a impliqué les comités, les directions et le personnel des deux associations. Le cœur et la raison ont navigué de concert. Résultat: une mutualisation des compétences et une meilleure continuité entre les approches primaires et secondaires de la prévention.

En réponse aux risques que présentent certains comportements, attitudes et consommations, REPER s'emploie à promouvoir le bien-être et une vie sociale harmonieuse pour chacun. En référence à une philosophie humaniste, elle contribue à développer l'estime et l'affirmation de soi, l'intégration et l'épanouissement de chaque personne et groupe. Le respect de la liberté, de la différence et du droit de la personne humaine à l'éducation et à la santé constitue la base fondamentale de notre travail.

REPER a pour buts de contribuer à la promotion de la santé et de développer toutes mesures utiles à la prévention des dépendances et des situations à risques. Elle s'adresse à un large public, tout en privilégiant son action auprès des jeunes. Face aux contraintes socio-économiques, aux pressions publicitaires et à l'évolution des modes et des comportements, REPER cultive une attitude critique et constructive. L'association participe au débat public, sensibilise les autorités politiques sur les thèmes qui la concernent et collabore avec les médias.

Notre manière de travailler

REPER dispose d'une cinquantaine de professionnels répartis en cinq équipes formées d'animateurs, d'éducateurs, d'enseignants, de psychologues, de maîtres socioprofessionnels, de travailleurs sociaux et de gestionnaires. Nous encourageons les jeunes à se construire une vie libre, autonome et équilibrée. Dans cette optique, nous

collaborons avec les adultes que nous considérons comme des personnes relais. Nous cherchons ainsi à promouvoir au sein de la société, et de la jeunesse en particulier, une attitude de solidarité fondée sur la réflexion et le respect des personnes et de leurs convictions.

La valeur essentielle qui guide le travail: une confiance profonde et réaliste dans les compétences et les ressources de chaque individu et groupe. Il s'agit pour nous de ne pas isoler les problèmes mais de résoudre les situations dans leur ensemble, en tenant compte de leurs composantes spécifiques. De ce point de vue, les addictions ou certaines situations problématiques comme la délinquance, la violence, l'exclusion, le repli identitaire et le suicide sont les symptômes de malaises dont les causes sont à rechercher en amont. Agir à ce niveau, c'est aborder les questions liées à la qualité de vie et aux conditions économiques et politiques qui peuvent la favoriser.

Nous privilégions l'interdisciplinarité et le partenariat. Il s'agit de concevoir ensemble de nouvelles manières de résoudre les problèmes dans un esprit de créativité, de réalisme et de co-construction.

Nos prestations s'articulent autour de 5 axes principaux:

- l'information directe (centre de documentation multimédias);
- le conseil et l'accompagnement sur site et dans la rue;
- l'animation de programmes spécifiques tant en prévention primaire que secondaire;
- l'accompagnement de projets dans les écoles et sur d'autres sites;
- des formations sur mesure pour professionnels et bénévoles.

L'association développe ses prestations en lien avec le Plan cantonal de promotion de la santé et prévention, le Plan d'études romand (PER), les mesures d'insertion professionnelle de l'assurance-chômage et la politique communale en matière d'animation socioculturelle.



A la recherche du «sens perdu»?

C'est un ami et ancien permanent du Release, Diego Corti, qui me fit découvrir pour la première fois l'association dans les années 80. J'étais très intéressé par l'approche humaniste et les principes de travail déclarés par le Release. Je considérais l'équipe des permanents de l'époque comme un mouvement qui proposait une nouvelle approche du travail social et de l'animation. Le concept m'a tout de suite enthousiasmé. L'important travail de réflexions que proposaient les permanents était en phase avec ma propre conception du travail social. Nous étions en 1989, et je venais de terminer ma formation d'éducateur à l'école d'éducateurs spécialisés de Givisiez.

Aussi, c'est tout naturellement que je répondis en 1990 à l'annonce du Release qui cherchait un responsable d'équipe pour son centre d'accueil. Oui, vous avez bien lu, une hiérarchie au sein du Release, dans une organisation sociale où les individus coopèrent librement dans une dynamique d'autogestion depuis dix-huit ans. J'allais donc devenir, bien malgré moi, le fossoyeur de la «gestion par soi-même», cette autogestion, qui selon Gaston Jouffroy¹, devrait être l'objectif ultime de toute organisation à la recherche d'un fonctionnement optimal.

En 1990, mon premier travail pour l'association fut la réalisation du no 39 du journal Info édité par le Release: «Relations Parents / Adolescents». Pour l'anecdote, j'ai réalisé ce document dans les geôles de la prison Centrale de Fribourg où je purgeais ma peine de trois mois comme «objecteur de conscience» avant mon entrée officielle au Release.

A mon arrivée, je fus accueilli par l'équipe des permanents et plus spécialement par un de ses leaders, Nicolas Pythoud. C'est Nicolas qui m'a transmis les valeurs humanistes et principes de travail fondamentaux de Release. Il m'a fait comprendre l'importance pour l'Association de faire vivre ces valeurs institutionnelles au travers de nos publics, nos projets, nos partenaires et notre organisation. Dès ses débuts, la force de l'Association a été de construire un concept global et original de prévention des dépendances et des situations à risques qui perdure encore aujourd'hui. L'individu est pris dans sa globalité. On travaille sur les causes plutôt que sur les symptômes. La situation telle qu'elle est apportée par les personnes n'est pas immédiatement problématisée. L'utilisateur n'est pas étiqueté, il n'a pas de dossier, on respecte l'anonymat et la sphère

privée. On redonne le pouvoir à l'utilisateur comme une personne et non pas comme un cas inadapté. Le travail se fait AVEC les usagers, au travers de leurs ressources, de leurs compétences. On passe de l'individuel au collectif, dans une intervention de réseau puis d'approche communautaire. Les usagers sont considérés non plus comme des individus isolés, mais comme des acteurs collectifs de ce qui les concerne. Ces principes de travail sont encore d'actualité aujourd'hui au sein de REPER et tout particulièrement pour notre secteur Rue & Réalisations, «l'héritier direct» de l'association Release.

Autre élément important: l'association s'est toujours engagée dans le débat sur la dépénalisation, notamment sur le fait que la pénalisation de certaines drogues n'a pratiquement aucun effet dissuasif sur leur consommation. Il est patent de voir que depuis la création de Release, il y a plus de 40 ans, ce constat est toujours d'actualité.

Il y a maintenant 23 ans que je travaille pour REPER et reprenant la citation de Pierre-Yves Moret, un des permanents des premières heures, et compagnon de route lors de la fusion de la LIFAT et du Release: «...Je vis une aventure individuelle et collective, qui me donne l'impression de vivre et pas seulement de fonctionner».

Je profite de cette brochure pour remercier TOUS les fondateurs et anciens permanents sans qui REPER ne serait pas devenu ce qu'il est aujourd'hui. Bien sûr, l'association s'est institutionnalisée et a grandi tout au long de ces années. Dans cette dynamique de changement, j'ai essayé, en tant que directeur, de garder l'esprit des pionniers tout en devant nous adapter aux nouvelles situations socio-économiques et conjoncturelles de la société... merci pour votre indulgence...car le défi est de taille.

Que cette brochure permette à nos collaboratrices et collaborateurs de mieux comprendre les fondements historiques de notre association! Ces témoignages font partie d'une mémoire et d'un héritage collectifs importants.

¹ Gaston Jouffroy: Consultant en analyse institutionnelle; théoricien et praticien, titulaire d'une thèse de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales - EHESS, a enseigné à l'Ecole Supérieure de Commerce de Dijon.

Philippe Cotting,
directeur de REPER



Nous voulons rester humanistes

Ce voyage aux racines de la prévention des toxicomanies et de l'exclusion sociale en pays de Fribourg nous enseigne tout d'abord l'humilité. En une période d'incertitudes après 1968, des personnes ont constaté les signes du temps. Ils ont senti les besoins de leurs concitoyens et ont commencé à agir, concrètement et directement, là où ils étaient: à Fribourg! D'origine estudiantine ou ecclésiastique, sans forcément faire de bruit et en transmettant le bébé, quand le temps était venu. Ils ont montré de la clairvoyance, avec une vision qui allait au-delà du quotidien: ils ont mis en route une action qui revêt encore aujourd'hui toute son importance.

Le deuxième sentiment qui m'envahit est celui de la gratitude. Sans l'action de ces pionniers, nous ne serions pas là aujourd'hui. Le canton aurait connu un développement différent sous beaucoup d'aspects liés à la prévention de la santé et à l'intégration. Ma gratitude va donc non seulement vers les pionniers mais aussi vers les personnes qui ont mis en route ce projet de mémoire sans lequel nos fondateurs auraient définitivement disparu dans les méandres de l'histoire: mon vice-président Jean Retschitzki, l'initiateur et chercheur assidu dans les archives, procès-verbaux, cartons et souvenirs de l'association, assisté à la perfection par notre collaboratrice Kathya Currat et la journaliste Stéphanie Buchs. Il en va de même pour les membres du comité, la direction et tou(te)s les collaborateurs-trices qui ont apporté leur pierre à l'édifice.

En tant que président actuel, m'inscrivant pour un petit laps de temps dans une lignée de plus de 40 ans, je ne peux pas rendre hommage au passé sans brièvement poser la question de l'avenir: quelle sera l'action de REPER dans 40 ans?

En 2050, le monde sera sans doute aussi différent du monde d'aujourd'hui que le monde de 1970 l'était de celui de 2010. Plus de neuf milliards d'humains peupleront la planète, un quart aura plus de 60 ans. Le nombre de jeunes continuera à diminuer, du moins dans nos sociétés occidentales et la population urbaine aura quasiment doublé. Elle représentera près de 70 pour cent de la population mondiale totale.

Tout indique que les inégalités vont continuer à croître, bien que nous sachions aujourd'hui que cela peut aboutir au fait que riches et pauvres d'une même société mènent des vies tellement séparées qu'ils ne peuvent concevoir un avenir commun justifiant des efforts conjoints et qu'ils ne peuvent donc pas prendre les mesures qui s'imposent. Nous ne voulons pas ça pour nos enfants, à l'image de Joseph Stiglitz qui nous rappelle: «Les inégalités croissantes sont le revers d'un autre phénomène: la diminution des opportunités.»

Il faut donc se battre pour que les générations futures aient encore des opportunités, des choix. Le fameux développement durable? Une piste nous vient de Richard Wilkinson et Kate Pickett qui ont démontré en 2009¹, que des sociétés plus équitables sont plus performantes en termes de bien-être humain et que ces atouts profitent non seulement aux plus pauvres mais aussi à tous les segments de la société. C'est vers cet idéal que nous voulons tendre. Par notre action, aujourd'hui et maintenant, avec les mêmes valeurs humanistes que nos prédécesseurs.

Les pionniers nous disent: «A 20 ans, nous étions plein d'idéaux et d'envies de révolutionner le monde: tout était possible, tout était réalisable». Ils ont fait un choix et ils gardent en mémoire d'avoir pu donner une impulsion, «lancer un petit caillou et le faire rouler».

Nous avons la responsabilité de faire en sorte que ce caillou ne s'arrête jamais!

¹ «The Spirit Level: Why Greater Equality Makes Societies Stronger», Bloomsbury Press



Markus Baumer,
président de REPER,
directeur administratif
et financier de Radio
Fribourg-Freiburg.

Pionniers engagés pour un monde plus juste

Un mot de la fin n'est jamais simple à rédiger lorsque tant de belles choses ont déjà été écrites dans cette brochure consacrée à l'association Release. Je remercie tous les auteurs pour ces magnifiques témoignages, qui donnent du sens et un magnifique éclairage sur le développement de l'action sociale dans notre canton. A mon tour, je salue le formidable engagement ainsi que les efforts constants de toutes celles et tous ceux qui ont permis la création de Release et son développement dans le canton de Fribourg.

Le chemin parcouru depuis 1972 – date de fondation de l'association et de la mise en service d'une première offre bas seuil, présentée alors comme un «Office pour jeunes drogués» – est considérable. J'aimerais rendre hommage à tous ces pionniers qui ont courageusement tendus les bras à tous ces jeunes cabossés de la vie. Grâce à leur détermination et à l'appui financier d'une congrégation religieuse, plus tard complété puis remplacé par des fonds publics, Release va prendre son envol, en démontrant toute la pertinence de son action. C'est ce souffle d'une envie de changer la société pour un monde plus juste et plus protecteur envers les plus faibles qui a constitué bien souvent la motivation intime de toutes celles et tous ceux qui se sont engagés corps et âme dans ce projet. Je leur dis mille fois merci.

A cette époque, les besoins sont immenses. Par leur engagement, les acteurs de Release vont mettre en lumière un manque de structures d'accompagnement, de loisirs et d'accueil pour les jeunes de notre canton. Ils vont également faire sortir de l'ombre ces centaines de personnes fragilisées par la drogue et l'alcool, soutenues dans la rue par les équipes de l'association. Ce coup de projecteur sur cette face cachée de notre société est l'un des points de départ d'un large débat cantonal sur la mise en place d'une politique efficace autant dans le domaine de la prévention et de la promotion de la santé que dans l'action et le travail social. Ces efforts et cette prise de conscience cantonale se concrétisent encore aujourd'hui avec la mise en place de programmes et de plans de promotion et de prévention de la santé dans de nombreux domaines.

En 2014, l'association REPER – fusion de Release et de la Ligue fribourgeoise pour la prévention de l'alcoolisme et des autres toxicomanies – continue son action de manière toujours plus professionnelle et toujours plus efficace. Elle a pour buts de contribuer à la promotion de la santé et de développer toutes mesures utiles à la prévention des dépendances et des situations à risques. En s'adressant à un large public, tout en privilégiant son action auprès des jeunes, elle cible les bons objectifs.

J'aimerais conclure en vous disant que le Conseil d'Etat est déterminé à poursuivre ses efforts pour soutenir l'action de l'ensemble des acteurs tels que REPER, qui s'engagent jour après jour sur le front des dépendances. Une douzaine de partenaires, qui offrent une palette diversifiée de prestations pour de nombreux groupes cibles, sont aujourd'hui actifs dans cette lutte quotidienne contre différents types d'addiction comme l'alcool, le tabac, les drogues, mais aussi le jeu excessif ou encore la dépendance à internet et aux écrans.

La politique que nous menons se veut autant pragmatique que participative. Grâce à un concept cantonal sur les dépendances, nous voulons garantir une offre de qualité adaptée aux besoins et problématiques actuels, stimuler la collaboration interinstitutionnelle et interdisciplinaire, développer une chaîne thérapeutique centrée sur la personne dépendante, favoriser une utilisation optimale des ressources à disposition et, enfin, améliorer et adapter en permanence les prestations en fonction des besoins et des meilleures pratiques.

REPER est bien sûr un acteur clé de ces réflexions et restera un pilier de notre dispositif cantonal dans le domaine de la promotion et de la prévention de la santé. Je vous souhaite à toutes et tous de poursuivre votre magnifique travail avec autant de passion et de talent ces prochaines années.

Anne-Claude Demierre,
conseillère d'Etat
Directrice de la santé et des affaires
sociales du canton de Fribourg



Sources générales

Archives de l'Etat de Fribourg: (Fonds du DSPa, 2765 à 2772.)
Cartons d'archives de REPER, y compris rapports annuels
Archives de la Seraphisches Liebeswerk Solothurn
La Liberté

Bibliographie

H. Eigenmann, M.-L. Eigenmann, N. Moret, A. Perret-Gentil & D. Schori (1974).
Les services sociaux parallèles. Lausanne: EESP; ESSA.

J.-M. Gachoud (1987). *Le Release: douze ans à la recherche d'une alternative*.
Lausanne EESP; ESSA.

D. Savoy & L. Bersier (2011). *La perception de la toxicomanie et la réponse apportée au sein du Release de Fribourg (1972-1976)*. (Travail de séminaire), Université de Fribourg, Fribourg.

P.-H. Zoller (1978). *Famille et société. L'aide aux jeunes drogués*. Release. Fribourg.

Remerciements

« Il nous faut peu de mots
pour exprimer l'essentiel! »
Paul Eluard 

Nous tenons à exprimer toute notre gratitude pour l'exceptionnelle contribution et nos plus sincères remerciements

aux personnes interviewées

M. Sigfrid Morger, Mme Ursula Schärer, Mme Annemarie Litschgi, Mme Dora Gutweniger, M. Florin Gutweniger, M. Pierre-Yves Moret, M. Hervé Eigenmann, Mme Béatrice Dolivo, M. Jacques Walliser, M. Ferdiand Python, Dr Wolfgang Steiert, M. Jean-Marc Gachoud, M. Yvan Sallin, M. Nicolas Pythoud, M. Bernard Berset, M. Jacques Sperisen, Mme Claire Zahnd, M. Jean Zahnd, Mme Celia Wüst

aux contributeurs

Mme Anne-Claude Demierre, M. Joseph Coquoz, M. Philippe Cotting, M. Markus Baumer, M. Emmanuel Fridez

et à toutes les autres personnes qui de loin ou de près ont facilité notre travail et nos recherches pour la réalisation de cette brochure

Mme Jacqueline Philipona, M. Jean-Charles Beaud, M. Marcelo Aragón, M. Alexandre Terreaux, M. Valmir Selimi, M. Adrien Oesch, M. Van-Hai Trieu, Mme Magaly Bossy-Galley, Mme Corinne Affolter, Mme Anne-Françoise Bessard, les Membres du Comité de l'Association REPER.

impresum

Rédaction, recherche, interviews: Kathya Currat, Stéphanie Buchs et Jean Retschitski
Graphisme et mise en page: Sandra Sturny, Actalis
Imprimerie: Cric-Print, cricprint.com



Avec la généreuse contribution de

「RE
PER」

PROMOTION
DE LA SANTE
ET PREVENTION

